

AUTOSUFFISANCE EN MAÏS, ORGE ET BLÉ DUR

Les orientations du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a, de tout temps, réaffirmé l'importance de la filière céréalière pour réaliser la sécurité alimentaire du pays, et de souligner que l'Algérie est capable aujourd'hui, grâce à ses potentialités et atouts, de réaliser son autosuffisance alimentaire d'ici 2024-2025. Lors du conseil des ministres d'avant-hier lundi 15 juillet, le Chef de l'Etat a demandé aux responsables concernés de mettre en place une stratégie visant à atteindre l'autosuffisance en maïs, orge et blé dur. P 3



IL VISE GÉNÉRER 10%
DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES
PAR DES EXPORTATIONS

**Saïdal affiche
ses ambitions
à l'international**



Le groupe Saïdal, leader dans le secteur pharmaceutique en Algérie, a récemment annoncé une ambitieuse stratégie visant à accroître significativement ses exportations, avec pour objectif à court terme de générer 10% de son chiffre d'affaires à partir des marchés internationaux, en mettant particulièrement l'accent sur l'Afrique.

P 2

PRODUCTION GAZIÈRE

**Accélération
des engagements
des majors en Algérie**

L'investissement dans le domaine gazier est en plein essor. Plusieurs accords de partenariats ont été signés ces deux dernières années par le groupe public « Sonatrach » avec des compagnies étrangères leader dans le domaine gazier, à l'instar d'Eni, TotalEnergies, Equinor et Sinopec, mais également avec de nouvelles compagnies, comme la Suédoise Thethys Oil ou l'Omanaise OQ Exploration & Production.

P 5

ASSURANCES

**La valeur à assurer
des projets dans le
ferroviaire dépasse
les 400 milliards DA**

La valeur à assurer des projets lancés récemment dans le secteur ferroviaire a dépassé les 400 milliards de dinars, a indiqué le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia.

P 16

REPRISE DE L'ACTIVITÉ
DE LA PÊCHE AU CORAIL

**160 millions
de DA à générer
annuellement** P 3

AVEC UN VOLUME D'ÉCHANGES DÉPASSANT
LES 2 MILLIARDS DE DOLLARS

**La Tunisie premier partenaire
commercial de l'Algérie en
Afrique** P 5

PÉTROLE

**Le Brent à plus
de 84 dollars** P 5

FACULTÉ DE
PHARMACIE D'ALGER
**Signature d'une
convention avec
"Iqvia Algérie"**

Une convention de partenariat a été signée, mardi à Alger, entre la Faculté de Pharmacie d'Alger et "Iqvia Algérie", filiale du leader mondial en consulting et données en santé, portant sur le renforcement de la qualité de la formation et l'orientation professionnelle des étudiants de cet établissement. La convention a été signée par le doyen de la Faculté de Pharmacie, Pr Réda Djidjik, et le Directeur Senior et Général manager d'"Iqvia" pour la région NEW Afrique (Nord-Est-Ouest), Hocine Mahdi, en présence du responsable d'Iqvia Algérie", Rafik Zenati, du vice-président Senior et Général manager pour la région Afrique, Moyen-Orient et Asie du Sud (AMESA) de la compagnie américaine, Patrice Lane, ainsi que des cadres et enseignants de la Faculté. A l'issue de cette signature, qui sera effective dès septembre prochain, le professeur Djidjik a souligné que cette convention "aidera les étudiants dans leurs projets à venir, en particulier ceux en Master", mettant en avant "la stratégie de la Faculté consistant à s'ouvrir au monde socio-économique". "Cette convention a un double intérêt pour nous", a-t-il dit, précisant qu'"elle permettra d'aider les étudiants, notamment en pharmaco-économie dans leurs thèses, et d'identifier parmi eux de futurs talents qui rejoindront les différents secteurs". De son côté, M. Zenati, a indiqué que ce partenariat devra permettre aux étudiants en pharmacie l'expertise d'Iqvia, de sorte à ce que "les futures compétences puissent apporter un plus au développement du domaine de la pharmacie".

IL VISE GÉNÉRER 10% DE SON CHIFFRE D’AFFAIRES PAR DES EXPORTATIONS

Saïdal affiche ses ambitions à l’international

Le groupe Saïdal, leader dans le secteur pharmaceutique en Algérie, a récemment annoncé une ambitieuse stratégie visant à accroître significativement ses exportations, avec pour objectif à court terme de générer 10% de son chiffre d'affaires à partir des marchés internationaux, en mettant particulièrement l'accent sur l'Afrique. Cette stratégie a été dévoilée lors d'une cérémonie à Alger, où le PDG de Saïdal, Ouassim Kouidri, a officiellement signé une convention-cadre avec la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex).

Par Mourad A.

Cette convention, conclue en présence des dirigeants de la Cagex, Zouhir Laiche, vise à accompagner Saïdal dans son expansion et à renforcer sa position sur les marchés internationaux, notamment en Afrique. M. Kouidri a souligné l'importance cruciale de cette nouvelle politique axée sur l'exportation des médicaments et des matières premières pharmaceutiques. Actuellement, Saïdal exporte déjà ses produits vers la Libye et a entrepris le processus d'enregistrement de ses médicaments dans plus de 10 pays africains, parmi lesquels le Sénégal, la Guinée, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et l'Afrique du Sud. Le groupe participe activement aux appels d'offres lancés par ces nations, consolidant ainsi sa présence sur le continent. L'accent mis sur l'exportation répond à une demande croissante en médicaments sur le marché africain, tout en explorant de nouvelles opportunités sur les marchés européen, asiatique et américain. M. Kouidri a affirmé l'engagement de Saïdal à devenir un

acteur incontournable du marché pharmaceutique en Afrique, soutenant ainsi les efforts de l'État algérien pour diversifier l'économie et réduire la dépendance aux exportations pétrolières. En termes de capacité de production, Saïdal produit actuellement environ 220 millions d'unités de vente par an, avec une croissance notable de 14,11% en 2023 par rapport à l'année précédente. Pour soutenir sa stratégie d'expansion, le groupe a récemment lancé la construction de neuf nouvelles usines spécialisées. Ces installations visent à augmenter la production de matières premières locales et à renforcer le taux d'intégration, consolidant ainsi sa chaîne d'approvisionnement. Dans le cadre de ses ambitions de croissance, Saïdal prévoit également d'élargir sa gamme de produits en introduisant plus de 120 nouveaux articles pharmaceutiques sur le marché. De plus, le groupe investit dans le développement de capacités de production de vaccins locaux, une étape cruciale pour réduire la dépendance actuelle aux importations. La convention-cadre avec la Cagex revêt

une importance capitale pour soutenir cette expansion internationale. En offrant une couverture d'assurance spécialisée et un accès privilégié aux informations cruciales sur les marchés étrangers, la Cagex jouera un rôle clé dans la gestion des risques liés aux transactions internationales. Zouhir Laiche a souligné que cette collaboration stratégique, établie depuis plus de 15 ans, renforcera la capacité de Saïdal à naviguer efficacement dans les défis économiques et géopolitiques actuels, tout en favorisant un commerce international équilibré et prospère. La stratégie d'exportation de Saïdal marque une étape significative dans son parcours vers une présence mondiale renforcée. En s'appuyant sur une base de production robuste, une expansion géographique stratégique et des partenariats clés comme celui avec la Cagex, Saïdal est bien positionné pour jouer un rôle de premier plan sur le marché pharmaceutique international, contribuant ainsi non seulement à son propre développement mais aussi à l'économie globale de l'Algérie.

EDUCATION NATIONALE

Dépôt des demandes de mutation via la plateforme numérique à partir du 21 juillet

Le ministère de l'Education nationale a invité, mardi dans un communiqué, les enseignants et les directeurs de lycée, de collège et d'école primaire souhaitant être mutés dans une autre wilaya à soumettre leurs demandes exclusive-

ment via la plateforme numérique à partir de dimanche prochain. "Le ministère de l'Education nationale informe les enseignants des trois cycles (primaire, moyen, secondaire) et les directeurs de lycée, de collège et

d'école primaire souhaitant être mutés dans une autre wilaya, dans la limite des postes vacants disponibles, qu'ils sont tenus de soumettre leurs demandes exclusivement via la plateforme numérique à partir de dimanche 21 juillet 2024 à 15h00

et jusqu'à mardi 20 août 2024 à minuit", lit-on dans le communiqué. Les enseignants doivent soumettre leurs demandes via l'espace enseignant <https://os-tad.education.gov.dz> tandis que les directeurs de lycée, de collège et d'école primaire, y com-

pris ceux ayant déposé leurs demandes au niveau des directions de l'Education, doivent soumettre leurs demandes via leurs comptes sur la plateforme numérique du ministère de l'Education nationale, a précisé la même source.

CAAT

Signature d’une convention-cadre pour l’assurance des risques professionnels des praticiens de la médecine dentaire à Alger

La Compagnie algérienne des assurances (CAAT) a signé, lundi à Alger, une convention-cadre avec la Section ordinaire régionale des médecins dentistes d'Alger (SORMD), visant à fournir une couverture d'assurance multirisque professionnelle. Le document a été signé par le PDG de la Compagnie algérienne des assurances, Nacer Sais, et le président de la Section ordinaire régionale

des médecins dentistes d'Alger, Dr Mohamed Ali Bouderbail, au siège de la CAAT. En vertu de cette convention, la CAAT propose "une large gamme d'offres d'assurance répondant aux besoins des membres de la SORMD d'Alger, notamment l'assurance des biens, l'assurance responsabilité civile et l'assurance multirisque professionnelle", selon les explications fournies à cette occasion. Cette convention, qui vise

également à fournir des solutions d'assurance complètes au profit des dentistes, relève la place de la CAAT comme "l'une des plus grandes compagnies d'assurance en Algérie" et son engagement à "développer ses services et ses produits selon les besoins du marché local", lit-on dans un document distribué à la presse. Cette démarche "participe de la stratégie de la compagnie visant à renforcer sa position

de partenaire fiable pour les professionnels dans divers secteurs économiques", précise le document. Pour sa part, le président de la SORMD d'Alger, qui compte 6.000 membres, s'est félicité de la signature de cet accord, soulignant "son importance pour les praticiens de la médecine dentaire, notamment face aux divers accidents pouvant survenir dans leurs cliniques".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AUTOSUFFISANCE EN MAÏS, ORGE ET BLÉ DUR

Les orientations du président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a de tout temps réaffirmé, l'importance de la filière céréalière pour réaliser la sécurité alimentaire du pays, et de souligner que l'Algérie est capable aujourd'hui, grâce à ses potentialités et atouts, de réaliser son autosuffisance alimentaire d'ici 2024-2025. Lors du conseil des ministres d'avant-hier lundi 15 Juillet, le Chef de l'Etat a demandé aux responsables concernés de mettre en place une stratégie visant à atteindre l'autosuffisance en maïs, orge et blé dur.

Par Réda Hadi

Cette stratégie concernerait à très court terme à arriver à l'autosuffisance dans trois récoltes stratégiques, à savoir le maïs, l'orge et le blé dur, et de replacer la culture du maïs en tant que priorité et d'en faire une tradition dans la culture agricole algérienne afin de réduire le budget de son importation. Dans cette optique, beaucoup de spécialistes estiment que nous ne sommes pas très loin d'atteindre notre indépendance alimentaire. Quelques étapes encore à franchir et nous y parviendrons sûrement et sans contrainte. Nous accèderons à l'autosuffisance d'ici 2024-2025, affirment-ils. Reste que néanmoins ces performances, ne doivent pas nous faire oublier de préparer la relève. Et c'est en cela que Tebboune a signifié que « le développement du secteur agricole est une question de souveraineté et de dignité nationale pour nous tous », et de ce fait il a enjoint au ministre de l'Agriculture et du développement rural d'ouvrir la voie à la nouvelle génération d'ingénieurs agronomes à travers les petites entreprises et les start-up, afin de réali-

ser une véritable révolution nous conduisant à l'autosuffisance. A ce sujet des experts soulignent qu'il faut valoriser ce secteur pour le rendre plus attractif aux jeunes générations. Et en ce sens, ils estiment que la formation est un créneau nécessaire, d'autant que les techniques agricoles ont évolué et qu'une adaptation est vitale, pour arriver à atteindre les objectifs fixés, tout en valorisant les métiers de l'agriculture. Par ailleurs, en agriculture, il y a des sous segments, tant en amont qu'en aval, tels que l'alimentation du bétail. Dans cette optique, Tebboune a également ordonné l'orientation des minoteries à l'arrêt vers l'activité dans le domaine de l'alimentation du bétail à travers l'exploitation de nos capacités dans la production du maïs, ce qui aura un impact positif sur la richesse animale et notamment la production des viandes. D'autres parts, lors de ce conseil des ministres, communiqué, le président de la République a en outre insisté sur « la nécessité d'amorcer l'étape du développement des produits agricoles à travers les fermes pilotes qui ont été restructurées afin de les rendre plus rentables, en accordant un intérêt au développe-

ment de la production de l'huile d'argan, d'autant que l'Algérie dispose de grandes capacités en la matière». Il a également ordonné d'organiser des rencontres dans le domaine de l'agriculture au profit des jeunes pour mettre en avant l'accompagnement permanent de l'Etat à leurs projets. Le président de la République a aussi réitéré ses instructions quant à la nécessité d'accorder toutes les facilités aux agriculteurs et aux ingénieurs agronomes pour l'acquisition des équipements nécessaires, notamment les tracteurs neufs et d'occasion, pour les encourager à redoubler d'efforts. Concernant la campagne de moisson-battage, le président de la République a ordonné d'exiger des bénéficiaires des aides et subventions de l'Etat d'atteindre des objectifs précis en termes de récoltes, après des études minutieuses et un recensement complet permettant d'évaluer les efforts des agriculteurs et d'identifier les lacunes. Dans le même contexte, le président a insisté sur le contrôle et le suivi des campagnes de moisson, en veillant au respect des délais pour éviter la détérioration de la récolte.

PROJETS DE STATIONS DE DESSALEMENT

Tebboune ordonne l'accélération des travaux

Synthèse Selma R

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a insisté lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, lundi, sur la nécessité d'accélérer la cadence pour le parachèvement de la réalisation des stations de dessalement. Après avoir écouté un exposé sur le suivi de la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer, le président de la République a "mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la cadence pour le parachèvement de la réalisation des stations de dessalement", ordonnant d'exploiter ces grands projets en cours de réalisation pour intégrer les compétences algériennes, notamment les jeunes", indique un communiqué du Conseil des ministres. Le président de la République a insisté en outre sur l'impératif d'"encourager les fabricants locaux d'équipements, de matériels, de pièces mécaniques et de pièces détachées composant les stations de dessalement de l'eau de mer" et de "faire davantage de progrès dans cette spécialité afin de mieux maîtriser ses techniques et ses équipements". Le président de la République a également instruit le Gouvernement de créer une grande entreprise chargée de superviser et de gérer toutes les stations réalisées le long de la côte. Après avoir écouté un exposé sur la mise en œuvre du programme d'urgence pour le renforcement de l'alimentation en eau potable, le président de la République a ordonné l'octroi d'autorisations pour le forage de puits dans les régions confrontées à une pénurie de ressources hydriques, insistant sur la nécessité d'agir selon une vision proactive dans toutes les régions qui souffrent d'une pénurie de ressources en eau, tout en œuvrant, parallèlement, à l'interconnexion des barrages à l'échelle nationale, selon le communiqué. S'agissant de l'aménagement des ports, le chef de l'Etat a ordonné la création d'une société algérienne de grands travaux maritimes. Après avoir écouté un exposé concernant l'extension des ports de Djen Djen et d'Annaba, le président de la République a «instruit le ministre des Travaux Publics, en coordination avec le Premier ministre, à l'effet de créer une société algérienne de grands travaux maritimes spécialisée dans l'aménagement des ports, de procéder à l'extension du port de Djen Djen à Jijel pour qu'il puisse jouer un rôle central en Méditerranée et d'accélérer l'extension du port d'Annaba en le reliant à la voie ferrée pour le transport et la commercialisation du phosphate de Bled El Hadba jusqu'à Annaba», précise le communiqué. Le président de la République a également ordonné la préparation d'un plan national d'extension de plusieurs ports afin d'améliorer leur activité, ajoute la même source.

REPRISE DE L'ACTIVITÉ DE LA PÊCHE AU CORAIL

160 millions de DA à générer annuellement

Le ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Ahmed Badani, a affirmé lundi à Alger, que les mesures nécessaires pour la réouverture de l'exploitation de l'activité de la pêche au corail rouge en Algérie ont été prises. S'exprimant lors d'un point de presse animé, en marge de la cérémonie de clôture de l'année pédagogique 2023-2024 des instituts et écoles relevant de son secteur, le ministre a indiqué que «toutes les mesures liées à l'exploitation du corail rouge ont été prises en prévision de la réouverture dans les meilleurs délais de cette activité». Dans les détails, M. Badani a ajouté que 10 superficies ont été choisies à travers le pays pour la pêche au corail avec l'exploitation chaque année de deux superficies sur les dix sectionnées et la mise en repos pendant 5 ans de chaque superficie exploitée pour permettre au corail de se développer et assurer une exploitation durable de

cette richesse. Il a également souligné que toutes les démarches liées aux équipements et contrôle ont été également entreprises, dont un volet en coordination avec le ministère de la Santé. «Des commissions de wilayas, dans le cadre de cette activité ont été installées à El Tarf, Annaba, Skikda et Jijel», a-t-il encore expliqué. Mettant en avant l'apport de la pêche au corail sur l'économie locale et nationale, le ministre a relevé que cette activité génèrera au trésor publics un montant de 160 millions de dinars par an et permettra également de créer 400 postes d'emploi direct et 900 autres indirects, « depuis El kala, à l'extrême est du pays jusqu'à Tlemcen, à l'extrême ouest». Sur un autre chapitre, M. Badani a mis en avant la «nouvelle étape» inaugurée par le secteur de la pêche avec la participation de ses inspecteurs, pour la première fois, à l'opération internationale conjointe d'inspection du thon

rouge en Méditerranée. Il a dans ce sens salué l'effort consenti pour former une équipe d'inspecteurs professionnels et éligibles à l'international, affirmant que cette démarche permet «d'acquérir une expérience et une notoriété aux cadres du secteur et offre à l'Algérie une occasion pour se repositionner dans le cadre de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT)». S'agissant de l'année pédagogique 2023-2024 du secteur de la pêche, le ministre a fait savoir que le nombre d'agriculteurs formés en aquaculture intégrée a atteint au cours de la saison, plus de 4.400 apprenants avec une hausse de 55% comparée à la saison dernière. «Cette hausse reflète la volonté des agriculteurs à intégrer la filière de l'aquaculture en eau douce, notamment l'élevage de la tilapia», a-t-il déclaré, rappelant les mesures incitatives

et les avantages fiscaux mis en place par le Gouvernement pour encourager l'élevage de la tilapia et développer une production halieutique durable et diversifiée. Relevant l'intérêt qu'accorde son département à la formation spécialisée, M. Badani a indiqué que pas moins de 15.567 apprenants ont fréquenté les 9 établissements de formation du secteur au cours de cette saison pédagogique avec une augmentation de 20% par rapport à l'année précédente. Le ministre qui a salué l'ensemble des enseignants et personnel administratif et pédagogique du secteur pour leur «créativité et engagement» a relevé le lancement d'un programme de formation des formateurs en entrepreneuriat et innovation, ainsi qu'un incubateur de projets innovants. Au cours de cette cérémonie, de nouveaux diplômés, des cadres et retraités du secteur ont été honorés.

R E.

SONELGAZ

Nouveau pic record de la demande sur l'électricité enregistré lundi

La consommation nationale d'électricité a enregistré, lundi après-midi, un nouveau pic record de 18.756 mégawatts, selon un communiqué du groupe Sonelgaz. "Suite à la canicule enregistrée dans plusieurs wilayas à travers le territoire national, Sonelgaz-Transport de l'électricité et Opérateur du système (S-TOS), continue d'enregistrer, pour le deuxième jour consécutif, de nouveaux chiffres records de la demande sur l'électricité, en enregistrant lundi 15 juillet 2024 à 15h:15, un nouveau pic estimé à 18.756 mégawatts", a souligné la même source. A ce propos, Sonelgaz a affirmé poursuivre la l'approvisionnement en électricité au niveau local, malgré la demande record enregistrée, et ce grâce aux capacités de production nationale s'élevant à 25.000 mégawatt, tout en maintenant les niveaux d'exportation vers la Tunisie.

ETUDE

Le changement climatique allonge la durée des jours

Le changement climatique, en faisant fondre la glace aux pôles, ralentit très légèrement la rotation de la Terre, ce qui accroît la durée du jour de quelques millisecondes, révèle une étude publiée lundi. L'Antarctique, le Groenland, ainsi que de nombreux glaciers se trouvent "dans les régions polaires", explique Surendra Adhikari, co-auteur de l'étude. L'eau résultant de leur fonte à cause du réchauffement climatique se retrouve en grande partie "dans les régions équatoriales", et ce changement dans la distribution des masses sur la planète "impacte la façon dont la Terre tourne". C'est-à-dire : légèrement plus lentement. "C'est comme lorsqu'un patineur artistique fait une pirouette, en tenant d'abord

ses bras près de son corps, puis en les étirant", compare Benedikt Soja, également co-auteur de l'étude. La rotation, très rapide au départ, se ralentit peu à peu. Cette rotation plus lente allonge ainsi très légèrement la durée d'une journée, qui fait au total 86.400 secondes. Depuis l'an 2000, le taux d'allongement de la durée du jour provoqué par le changement climatique s'est élevé à 1,33 milliseconde par siècle. Et si les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter de façon très significative, ce taux pourrait passer à 2,62 millisecondes par siècle d'ici 2080 ou 2100. L'influence du changement climatique pourrait alors surpasser l'effet de la Lune, qui a elle aussi ralenti progressivement la rotation

de la Terre depuis plusieurs milliards d'années. "Il a été très surprenant de constater que d'ici la fin du 21e siècle, dans les scénarios d'émissions élevées, (...) il se pourrait que le climat à lui seul prenne le dessus sur la contribution d'un phénomène" tel que "la dynamique Terre-Lune", a commenté Surendra Adhikari. Si ces changements peuvent sembler minimes, ils ont "de grandes implications pour la navigation terrestre et spatiale", par exemple pour envoyer des signaux à des sondes lointaines, selon lui. Selon Benedikt Soja, cette étude montre également quelque chose de plus symbolique: "L'impact des humains sur la planète est plus important que nous ne le pensons."

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

DANS UN ENTRETIEN À LA REVUE ECHORTA

Salah Goudjil évoque l'Algérie nouvelle

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a accordé un entretien à la revue Echorta à l'occasion de la célébration du 62e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, et de la fête nationale de la police algérienne, dans lequel il a retracé le parcours historique de l'Algérie indépendante jusqu'à l'édification de l'Algérie nouvelle, indique lundi un communiqué de la chambre haute du Parlement. Dans cet entretien, M. Goudjil est revenu sur "la symbolique de la glorieuse Révolution de Novembre, le secret de son succès et son rôle dans la mise en échec de l'entreprise coloniale française en Afrique et dans la promotion de la doctrine onusienne relative à la décolonisation". Le président du Conseil de la

nation a également évoqué le "rôle de la femme algérienne dans la guerre de libération nationale", "le retentissement de la glorieuse Révolution de Novembre aux niveaux régional et international" et "les épreuves douloureuses et les défis de taille auxquels le peuple algérien a été confronté et qu'il a su relever pour construire les institutions de l'Etat national indépendant". M. Goudjil a en outre retracé, dans son entretien, "le parcours historique de l'Algérie indépendante, couronné de réalisations et d'acquis, jusqu'à la phase d'édification de l'Algérie nouvelle, dont les fondements sont posés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Il a, dans ce cadre, mis en avant les atouts de l'Algérie nouvelle et l'incarnation de "la véritable

transformation qu'elle a opérée sur les plans constitutionnel, politique, économique et social", fruit des "réformes plébiscitées par le peuple, comme en témoignent, a-t-il dit, l'accueil populaire réservé au président de la République lors de ses déplacements à travers le pays, de Khenchela dans les Aurès à Tizi Ouzou dans le Djurdjura". Le président du Conseil de la nation a, par ailleurs, appelé à "préserver les acquis précieux de l'Algérie nouvelle à travers la consolidation de la pratique démocratique et la participation au processus d'édification". L'entretien sera publié dans le numéro 159 de la revue Echorta, qui sera une édition spéciale à l'occasion de la fête nationale de la police.

ECHANGE D'INFORMATIONS ENTRE LES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DES FINANCES

Signature d'un protocole de coopération

Un protocole de coopération a été signé, lundi à Alger, entre les ministères de la Justice et des Finances, dans le but de renforcer l'échange d'informations, notamment dans le domaine de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ce protocole a été signé par le Directeur gé-

néral (DG) par intérim des affaires judiciaires au ministère de la Justice, Abdelrezak Bensalem, et par le président de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), Mohamed Saoudia, et ce, en présence de cadres des deux secteurs. Dans ce cadre, le DG par intérim des affaires judiciaires au ministère de la Justice, a affirmé, que ce protocole s'inscrivait dans le cadre de "la coordination nationale pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et pour assurer la coopération et l'échange d'informations entre les deux parties". Cette convention permettra également à la CTRF d'"accéder aux bases des données du ministère de la Justice, y compris le casier judiciaire N 2, outre, le renforcement de la coopération nationale entre les différents acteurs dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent

et le financement du terrorisme", a ajouté M. Bensalem. Pour sa part, le président de la CTRF a précisé que cette convention intervenait dans le cadre "des efforts de la cellule visant à renforcer le système financier et le système de la lutte contre le financement du terrorisme, et ce, en application des normes internationales en la matière". A cet égard, M. Saoudia a rappelé que le secteur des Finances avait signé plusieurs conventions similaires avec des organes nationaux, dont la Direction générale des Douanes (DGD) et la Direction générale des impôts (DGI), faisant savoir que "plusieurs projets seront concrétisés avec la Direction générale du Domaine national (DGDN) et la Commission bancaire, ainsi que les autres organes dans l'ambition de renforcer le système national de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Juillet 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	متوسط	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	94	102	86	البطاطا
	Tomate	68	80	56	الطماطم
	Oignon sec	48	54	43	البصل الجاف
	All sec	324	387	261	الثوم الجاف
	Carotte	77	92	61	الجزر
	Navet	183	199	166	لفت
	Poivron	99	111	87	الفلفل الأخضر
	Piment	121	139	104	الفلفل الحار
	Courgette	79	89	68	الكوسة
	Haricot vert	209	230	188	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	93	103	82	الخس
	Pomme locale	436	534	338	التفاح المحلي
	Datte	555	690	420	التمر
	Melon	113	125	101	البطيخ الأصفر
	Pastèque	86	97	74	البطيخ الأحمر
Produits d'origine animale	Banane	323	338	308	الموز
	Viande bovine locale	1747	1891	1603	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	337	349	326	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)

PRODUCTION GAZIÈRE

Accélération des engagements des majors en Algérie

L'investissement dans le domaine gazier est en plein essor. Plusieurs accords de partenariats ont été signés ces deux dernières années par le groupe public « Sonatrach » avec des compagnies étrangers leader dans le domaine gazier, à l'instar d'Eni, TotalEnergies, Equinor et Sinopec, mais également avec de nouvelles compagnies, comme la Suédoise Thethys Oil ou l'Omanaise OQ Exploration & Production.

Synthèse Sirine R

Plus récemment encore, le 13 juin dernier, Chevron et Sonatrach ont signé un protocole d'accord afin de constituer une plateforme de discussion portant sur les opportunités de développement des ressources en hydrocarbures dans les zones d'intérêt identifiées dans les bassins d'Ahnet et de Berkine. Cet accord s'inscrit dans la continuité du précédent signé en 2020, ainsi que celui signé entre la Sonatrach et Exxon-Mobil le 23 mai 2025, en vue de développer les ressources en hydrocarbures dans le bassin de l'Ahnet et le bassin de Gourara. Plus spécifiquement, ces accords visent à évaluer la capacité de l'Algérie à exploiter son gaz de schiste, que certains experts estiment à 9800 TCF (trillions de pieds cubes), dont plus de 700 TCF (soit environ 20 019 977 600 000 m³) exploitables. Parmi les deux bassins mentionnés dans le communiqué de Che-

vron-Sonatrach, celui de Berkine, dans l'est de l'Algérie, est le cœur de la production pétrolière du pays, avec des champs exploités par les compagnies Occidental, Eni et TotalEnergies, ainsi que par la Sonatrach. Le bassin d'Ahnet, lui, a été le site du premier puits de schiste expérimental de l'Algérie mis en exploitation en 2014. Quant au bassin de Gourara, il se situe, comme celui de l'Ahnet, à l'extrême sud-ouest du pays. Bien que l'exploitation du gaz de schiste semble prometteuse, le premier objectif des investissements en cours est de maintenir la production des principaux gisements actuellement en exploitation. Parmi ceux-ci, le plus important est de loin le site historique de Hassi R'Mel, où Sonatrach a attribué le 23 mai dernier aux entreprises de service Maire Tecnimont et Baker Hughes un contrat de 2,3 Mds USD afin de maintenir un plateau de production élevé le site représentant environ la moitié de la production

totale de gaz du pays, qui s'est élevée à plus de 105 Mds m³ en 2023. Il est à rappeler que le secteur des hydrocarbures reste un pilier de l'économie nationale. En 2023, il représentait de l'ordre de 21% du PIB, 90% des exportations et 48% des recettes fiscales. Quatrième fournisseur de l'Europe en gaz, derrière la Norvège, la Russie et les États-Unis (respectivement 24,4%, 15,3% et 9,8%), l'Algérie (8,3%) pourrait être en mesure d'assurer des livraisons supplémentaires à moyen terme grâce à de nouveaux investissements, et notamment visant au développement du gaz de schiste.

Secteur minier : Un potentiel indéniable, encore sous-exploité

Évoluant à l'ombre du secteur des hydrocarbures, l'activité minière enregistre un essor notable en Algérie depuis l'ouverture du secteur au début des années 2000 et surtout de la volonté du gouvernement d'accroître les capacités de ce

secteur pour en faire un vecteur de la diversification économique. L'Algérie dispose de ressources minières diversifiées et relativement importantes, avec plus d'une trentaine de minéraux répertoriés. Des réserves en métaux précieux (or, diamants, pierres décoratives et semi précieuses) manganèse, célestine, tungstène, fluorine, wolfram-étain, uranium, métaux rares (niobium, tantale, rubidium) et granites et roches ornementales (marbre, perlite, talc) et surtout phosphates (gisements de la région de Tébessa, à proximité de la Tunisie, qui recèleraient 2,2 Mds tonnes de minerais, soit 3% des réserves mondiales) sont partiellement exploitées. Un travail de répertoriage est en cours, pour lequel l'Algérie fait ponctuellement appel à de l'expertise étrangère. Enfin, l'existence de terres rares à des teneurs appréciables est identifiée dans les principaux gisements phosphatés de Bled El Hadba et de Djebel Onk à Tébessa.

AVEC UN VOLUME D'ÉCHANGES DÉPASSANT LES 2 MILLIARDS DE DOLLARS

La Tunisie premier partenaire commercial de l'Algérie en Afrique

Par Mourad A.

En 2023, la Tunisie a consolidé sa position en tant que principal partenaire commercial de l'Algérie sur le continent africain, atteignant un volume d'échanges dépassant les 2 milliards de dollars, selon les données de "Trade Map", une base de données spécialisée dans le commerce international. Ce chiffre marque une étape significative dans l'intensification des relations économiques entre ces deux nations voisines, couvrant divers secteurs clés tels que l'énergie, l'industrie manufacturière et les services. Cette dynamique de partenariat économique renforcé s'accompagne d'une progression notable dans les infrastructures et les investissements, soulignant l'engagement mutuel à promouvoir une coopération économique durable. Les échanges commerciaux dynamiques entre

l'Algérie et la Tunisie reflètent une synergie croissante, propulsée par des initiatives conjointes visant à stimuler la croissance économique et à exploiter les avantages complémentaires des deux économies. Parallèlement, la Mauritanie a émergé comme le deuxième partenaire commercial majeur de l'Algérie en Afrique pour l'année 2023, avec des échanges commerciaux atteignant environ 2 milliards de dollars. Ce partenariat stratégique est ancré dans des secteurs stratégiques tels que le commerce de produits agricoles, les hydrocarbures et le développement des infrastructures, témoignant d'une coopération économique robuste et d'une interconnexion croissante entre les deux nations du Maghreb. En revanche, les échanges commerciaux entre l'Algérie et le Maroc ont connu une croissance plus modeste, se situant en dessous de 120 millions de dollars en

2023. Cette diversité dans les partenariats économiques souligne l'importance stratégique pour l'Algérie de développer et de diversifier ses relations commerciales en Afrique. En consolidant ses liens avec ses voisins immédiats et en explorant de nouvelles opportunités sur le continent, l'Algérie renforce sa position en tant qu'acteur économique clé en Afrique du Nord, tout en contribuant à une intégration régionale plus large et à une croissance économique mutuellement bénéfique pour tous les pays impliqués. Ainsi, l'évolution des relations commerciales de l'Algérie avec la Tunisie et la Mauritanie en 2023 illustre non seulement la diversité des opportunités économiques disponibles, mais également la capacité des nations maghrébines à surmonter les défis politiques pour promouvoir une coopération économique durable et à long terme sur le continent africain.

SONELGAZ – IMETAL

L'avenir de la société BHI Algérie au centre d'entretiens

L'avenir de la société mixte algéro-coréenne BHI Algérie était au centre d'entretiens entre les groupes Sonelgaz et Imetal, actionnaires dans cette société spécialisée dans la fabrication de chaudières de récupération, d'échangeurs thermiques et d'accessoires pour centrales électriques, a indiqué un communiqué du groupe Sonelgaz. Le PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Ad-

jal, a reçu, lundi au siège de la Direction générale, son homologue du groupe des Industries métallurgiques et sidérurgiques (Imetal), Adel Khemane, l'occasion pour les deux parties d'examiner l'avenir du partenariat dans le cadre de la société mixte algéro-coréenne BHI Algérie, précise la même source. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de cadres dirigeants des deux groupes, les

deux parties ont discuté des moyens d'activer ce partenariat. A cette occasion, M. Adjal a souligné que son groupe «souhaite étendre ce partenariat à d'autres domaines selon le principe gagnant-gagnant», ajoute le communiqué. La société mixte algéro-coréenne BHI Algérie a été créée en 2018. Imetal détient 35% de son capital, Sonelgaz 30% et B.H.I 35%. Son siège se trouve dans la wilaya de Relizane.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE À TIZI-OUZOU

Mise en service du transfert d'eau de Tichy-Haff vers Bouzguène

Le transfert d'eau à partir du barrage de Tichy-Haff de la wilaya de Bejaia vers la commune de Bouzguène, destiné à améliorer l'alimentation en eau potable dans cette localité de la wilaya de Tizi-Ouzou, est entré en exploitation mardi, a-t-on appris auprès des services concernés. Classée "point noir" en matière d'alimentation en eau potable, la commune de Bouzguène située à 70 km à l'extrême Est de Tizi-Ouzou, va bénéficier suite à la mise en service du transfert, dans un premier temps, d'un volume d'eau supplémentaire de 2.000 m³/jour, ce qui permettra d'améliorer considérablement la dotation des habitants en eau, a-t-on noté. Ce volume d'eau de 2.000 m³/jour qui sera augmenté ultérieurement, selon les services de la wilaya, s'ajoutera aux 2.300 m³ produits et distribué quotidiennement pour alimenter les foyers de la commune de Bouzguène. La concrétisation et la mise en service du transfert d'eau Tichy-Haff/Bouzguène intervient en réponse à la demande des habitants des villages de Bouzguène qui s'étaient organisés en coordination inter villageoise et avaient mené des démarches auprès des autorités compétentes pour faire aboutir le projet de renforcement de l'AEP dans la région. Pour rappel, des mesures d'urgence ayant porté, entre autres, sur la réhabilitation de la source Adardar et la réalisation de forages supplémentaires ont été engagées par les autorités concernées. Les services de la wilaya ont rassuré que les efforts se poursuivront afin de concrétiser les opérations inscrites au profit de Tizi-Ouzou au titre du programme spécial et d'urgence dont elle a bénéficié, dans le but de garantir une alimentation en eau potable régulière des populations. A rappeler que la wilaya a bénéficié d'un programme spécial et d'urgence, financé à hauteur de 1,770 milliard de DA, comportant une série de projets visant à améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) dans plusieurs communes notamment celle enregistrant des déficits en la matière à l'instar des localités de la partie sud-ouest de la wilaya.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 84 dollars

Les prix du pétrole perdent du terrain mardi, lestés par des données économiques moroses venant de Chine, laissant craindre pour la demande venant du pays. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre perdait 0,72%, à 84,24 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en août cédaient 0,82% à 81,24 dollars. La Chine a vu sa croissance économique se tasser au deuxième trimestre à 4,7% sur un an, à un rythme bien inférieur aux attentes d'analystes, dans un contexte de crise de l'immobilier, de consommation en berne et d'incertitudes économiques. Le rythme de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Chine sur la période entre avril et juin est inférieur à celui du premier trimestre (5,3%), selon les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques (BNS) lundi.

MASCARA
**Lancement
d'une
opération
visant la
réparation de
fuite d'eau de
deux conduites
d'amenée**

Une vaste campagne visant la réparation de fuites d'eau potable enregistrées au niveau de deux conduites d'amenée principales relevant du système de transfert d'eau potable Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), alimentant les couloirs Mohamadia et Mascara, a été entamée lundi, a indiqué un communiqué de l'Algérienne des eaux (ADE), initiatrice de l'opération. Plus de 100 agents relevant des Unités de l'ADE des wilayas de Mostaganem, d'El Bayadh, de Sidi Bel-Abbes et de Mascara sont mobilisés dans cette opération de 5 jours, initiée en coordination avec la direction de l'hydraulique, a fait savoir la même source. L'opération cible la réparation de grandes fuites d'eau au niveau de deux conduites d'amenée principales intégrées au système de transfert d'eau potable MAO, une de 600 millimètres de diamètre traversant la région de "Char Errih" (commune de Mohamadia) et une autre de 700 millimètres de diamètre, dans la commune de Hassine alimentant en eau potable les couloirs de Mohamadia et de Mascara, note-t-on. Le communiqué a, d'autre part, révélé que la Direction générale de l'ADE s'apprête à lancer, prochainement, une autre campagne devant cibler la réparation des fuites d'eau potable des conduites acheminant le précieux liquide dans la wilaya de Mascara en impliquant ses unités opérant dans plusieurs wilayas.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Plus de 1,7 milliard de DA consacrés à un programme d'urgence à Tizi-Ouzou

Une enveloppe de 1,770 milliard de DA a été mobilisée par les pouvoirs publics pour financer un programme spécial et d'urgence comportant une série de projets visant à améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) dans plusieurs communes de Tizi-Ouzou, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Ce programme d'urgence, annoncé la fin de la semaine dernière par le wali Djilali Doumi devant l'Assemblée populaire de wilaya (APW), permettra d'améliorer l'alimentation en eau potable dans plusieurs localités notamment celles de la partie sud-ouest de la wilaya, a-t-on précisé de même source. Parmi les projets retenus dans le cadre de ce programme figure la réhabilitation de la conduite alimentant la zone Mkira/Tizi-Gheniff et son raccordement au réservoir 5.000 m3 à partir des eaux de la station de dessalement d'eau de mer de Cap Djinet, dont l'avis d'appel d'offre a été publié en vue choisir l'entreprise réalisatrice et de lancer les travaux. La wilaya a aussi bénéficié d'une opération de réhabilitation de la conduite de qui alimente le réservoir de 5.000 m3 du pôle d'excellence de Oued Fali à partir du champ captant de Bouïde pour un montant de 100 millions de DA. Un autre projet consistant en la sécurisation de l'AEP des villages Ichoukrane et

Sanana à Draa El Mizan à partir de la station monobloc de cette même commune a été inscrit pour un montant de 30 millions de DA. A cela s'ajoute la réhabilitation de la conduite de refoulement de la chaîne du pont noir de la commune de Ain Zaouia pour un montant de 40 millions de DA. En outre, une enveloppe de 300 millions de DA a été affectée au projet de réhabilitation de l'ensemble des équipements électriques et électromécaniques des chaînes d'AEP de Tassadort, Souk El Djemaa, du flanc nord, Kentidja, Tachtouine, Ouagounoune, Ait AissaMimoune, Timizart et Azeffoun. Il est aussi prévu, au titre du même programme, la réhabilitation de la chaîne AEP de Rabta pour 150 millions de DA ainsi que des réseaux de distribution d'eau de 5 villages, à savoir Tighilt El Mal (commune de Beni Zmenzer), TafsaBoumad (Agouni-Gueghrane) et Ait El Hadj Ali (Tizi N'Tlata) pour 150 millions de DA. La wilaya a aussi bénéficié, au titre du programme d'urgence, de la réalisation, le rac-

cordement, l'électrification et l'équipement de deux forages d'eau potable, l'un au profit du village TafsaBoumad (commune d'AgouniGueghrane) pour 50 millions de DA, tandis que l'autre sera réalisé à Ibadissen (Ait Bouadou), pour le même montant. Des forages seront aussi réalisés à Mechtras, à Assi Youcef et à Ait Toudert en vue de renforcer l'alimentation en eau potable de ces communes. Ce projet a été doté d'un montant global de 100 millions de DA, selon la même source. Par ailleurs, une enveloppe de 400 millions de DA a été mobilisée pour la réhabilitation de la station de traitement monobloc et 100 millions la conduite de refoulement d'Imsohal et le renforcement de l'AEP de la commune d'Ifigha qui enregistre "beaucoup de déficit en la matière", relève-t-on. Selon les services de la wilaya, toutes les procédures administratives pour le lancement de ce programme sont achevées et l'avis d'appel d'offre a été lancé la semaine dernière

TLEMCEN

Plus de 8 milliards de dinars pour la concrétisation d'opérations de développement local

Une enveloppe financière estimée à plus de 8,7 milliards de dinars a été mobilisée, dans la wilaya de Tlemcen, pour la concrétisation d'une série d'opérations de développement réparties à travers les différentes communes de cette collectivité locale au titre de l'exercice 2023-2024, a-t-on appris lundi, des services de la wilaya. La même source a précisé que ce montant a permis de concrétiser 832 opérations de développement inhérentes, notamment à l'alimen-

tation en eau potable (AEP), l'assainissement, aux routes, à l'éducation, l'électrification, le raccordement au réseau de gaz naturel, aux infrastructures sportives et de jeunes, ainsi qu'aux structures de santé. Plusieurs séances d'arbitrage ayant regroupé les chefs de daïras, les présidents des assemblées populaires communales (APC) et des directeurs de l'exécutif local, se sont tenues pour l'élaboration de la nomenclature des opérations des projets rete-

nus destinés à la prise en charge des préoccupations et des attentes des citoyens, particulièrement ceux des zones d'ombre de la wilaya et l'amélioration de leur cadre de vie, a-t-on indiqué de même source. Par ailleurs, une plateforme numérique a été créée au niveau des services de la wilaya, des daïras et des communes dans l'optique d'assurer le suivi permanent de ces projets de développement, à partir de la date de leur notification jusqu'à leur achève-

ment, a-t-on souligné. D'autre part, les services de la wilaya ont signé des contrats de performance avec les chefs de daïras, les P/APC et les directeurs de l'exécutif local, relatifs à tous les projets inscrits afin d'adosser la feuille de route à des indicateurs et des objectifs clairs, sachant que ces contrats de performance feront l'objet d'évaluation, a fait savoir la même source, ajoutant que les responsables concernés sont tenus à respecter leurs engagements.

MOSTAGANEM

Cinq nouvelles opérations de développement pour renforcer l'AEP dans 41 villages

La wilaya de Mostaganem a bénéficié, dernièrement, de cinq nouvelles opérations pour renforcer l'alimentation en eau potable au profit de 41 villages, a-t-on appris, lundi du directeur de wilaya des ressources en eau Abdelkader Bouziane. Dans une déclaration à l'APS, M. Bouziane a indiqué que "ces opérations inscrites dans le cadre du programme sectoriel de l'exercice 2024, en phase de passation des marchés, portent sur

l'amélioration du service public et la réhabilitation des réseaux d'eau à travers la wilaya". La première opération concerne la réalisation de 10 puits artésiens au profit de 13 villages répartis à travers des communes de Safsaf, Mansourah, Fornaka, Hassiane, Bouguirat et Mesra. La deuxième et troisième opérations comportent la pose d'un nouveau réseau d'alimentation en eau potable sur 66,6 kilomètres, l'équipement de trois stations de pompage et la mise en service

de deux réservoirs d'une capacité totale de 450 mètres cubes, a-t-il fait savoir. Dix-huit (18) villages répartis sur sept communes que sont Ain Tédèlès, Sour, Mansourah, Achaacha, Bouguirat, Hassi Mameche et Kheireddine bénéficient de ces deux dernières opérations. Par ailleurs, le service public sera amélioré à travers deux opérations en faveur de 10 autres villages des communes de Souafliya, Oued El Kheir, Sour, Fornaka, Mansourah, Kheireddine et Sayada qui

compte une zone d'extension urbaine d'El Hachm et les villages de Sidi Lahcen et Si El Mahi. Parallèlement, des travaux sont en cours au niveau de la wilaya de Mostaganem pour la concrétisation de sept autres opérations au profit de dix villages relevant de six communes, financées au titre du programme sectoriel et de la Caisse de garantie et solidarité des collectivités locales à hauteur de plus de 250 millions DA, a-t-on ajouté.

PÉTRODOLLARS

Au bout de 50 ans, le pacte américano-saoudien prend fin

L'accord sur les pétrodollars conclu il y a 50 ans entre les États-Unis et l'Arabie saoudite vient d'expirer. Le terme « pétrodollar » fait référence au rôle du dollar américain en tant que monnaie utilisée pour les transactions de pétrole brut sur le marché mondial.

Cet arrangement remonte aux années 1970, lorsque les États-Unis et l'Arabie saoudite ont conclu, peu après la sortie des États-Unis de l'étalon-or, un accord qui allait avoir des conséquences considérables pour l'économie mondiale. Dans l'histoire de la finance mondiale, peu d'accords ont eu autant d'effets bénéfiques que le pacte du pétrodollar pour l'économie américaine.

Une aubaine pour les obligations américaines

L'accord sur les pétrodollars, formalisé après la crise pétrolière de 1973, stipulait que l'Arabie saoudite fixerait le prix de ses exportations de pétrole exclusivement en dollars américains et investirait ses recettes pétrolières excédentaires en bons du Trésor américain. En contrepartie, les États-Unis fournissaient un soutien militaire et une protection au royaume. Pour les deux parties, c'était gagnant-gagnant. Les États-Unis y trouvaient une source stable de pétrole et un marché captif pour leur dette, tandis que l'Arabie saoudite assurait sa sécurité économique et générale.

Le statut de monnaie de réserve

Le fait que le pétrole soit libellé en dollars américains revêt une importance qui se situe au delà des catégories du pétrole et de la finance. En imposant que le pétrole soit vendu en dollars américains (DXY), l'accord a renforcé le statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale. Cela a eu un impact profond sur l'économie américaine. La demande mondiale de dollars pour l'achat de pétrole a contribué à maintenir la monnaie forte, rendant les importations relativement bon marché pour les consommateurs américains. En outre, l'afflux de capitaux étrangers dans les bons du Trésor américain a favorisé des taux d'intérêt bas et un marché obligataire robuste. Dans son récent livre, Bonfire of the Sanities (décembre 2023), David Wright, auteur de best-sellers et gestionnaire d'investissements, affirme que la force du dollar est un facteur clé du niveau de vie élevé de l'Amérique. Il déclare que si les Américains jouissent d'un « niveau de vie aussi élevé, c'est parce que le dollar est fort. » Il explique en

suite que cette force est due en partie à la confiance dans notre économie « et au fait que l'énergie ne peut être achetée sans dollars américains. »

Le potentiel de perturbation de l'ordre financier mondial

Toutefois, la domination du pétrodollar pourrait bien être confrontée à son défi le plus important à ce jour. L'accord entre les États-Unis et l'Arabie saoudite a expiré le 9 juin 2024. Cette expiration a des implications considérables, car elle est susceptible de perturber l'ordre financier mondial. L'évolution de la dynamique du pouvoir sur le marché du pétrole est un facteur essentiel de cette évolution. L'essor des sources d'énergie alternatives, telles que les énergies renouvelables et le gaz naturel, a réduit la dépendance du monde à l'égard du pétrole. En outre, l'émergence de nouveaux pays producteurs de pétrole, comme le Brésil et le Canada, a remis en question la domination traditionnelle du Moyen-Orient.

L'avenir du dollar américain

L'expiration du pétrodollar pourrait affaiblir le dollar américain et, par extension, les marchés financiers américains. Si le prix du pétrole devait être fixé dans une devise autre que le dollar, cela pourrait entraîner une baisse de la demande mondiale pour le billet vert. Cela pourrait à son tour entraîner une hausse de l'inflation, des taux d'intérêt et un affaiblissement du marché obligataire aux États-Unis.

Principaux enseignements – Un changement important dans la dynamique du pouvoir mondial L'expiration de l'accord sur les pétrodollars représente un changement important dans la dynamique du pouvoir mondial. Elle met en évidence l'influence croissante des économies émergentes et l'évolution du paysage énergétique. Bien que toutes les implications de ce changement restent à analyser, les investisseurs devraient au moins être conscients qu'au niveau macroéconomique, l'ordre financier mondial entre dans une nouvelle ère. La domination du dollar américain n'est plus garantie.

Source : MSN, Paul Hoffman, Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

FRANCE

La décarbonation de l'industrie est-elle sur de bons rails ?

Le Réseau Action Climat et France Nature Environnement en doutent. Le rapport qu'ils publient ce mardi 16 juillet pointe le flou des plans de décarbonation, le choix de la technologie au détriment de la sobriété et une absence de réflexion sur l'emploi. Les ONG réclament une éco-conditionnalité des aides d'État.

Avec une division par deux de ses émissions de gaz à effet de serre depuis 1990, l'industrie française, troisième secteur le plus émetteur (17,5% des émissions nationales), fait nettement mieux que les secteurs du bâtiment et du transport qui la précèdent. Et cette baisse se poursuit, puisqu'elle a atteint -7,8% entre 2022 et 2023.

Mais, pour le Réseau Action Climat (RAC) et France Nature Environnement (FNE), qui publient ce mardi leur deuxième rapport annuel sur le sujet, cela est loin d'être suffisant. Les ONG ont analysé les contrats de transition écologique rendus publics en décembre dernier, qui synthétisent les plans de décarbonation des 50 sites industriels français les plus émetteurs de gaz à effet de serre (hors raffineries). Ces contrats sont le résultat des travaux menés avec l'État pour identifier des trajectoires de décarbonation et les investissements nécessaires pour y parvenir. Ils ne sont toutefois pas contraignants et les leviers programmés par les entreprises pour atteindre les objectifs fixés manquent de précision. Appartenant aux secteurs de la chimie, la métallurgie, les matériaux de construction et l'agroalimentaire, propriétés d'ArcelorMittal, TotalEnergies, Saint-Gobain, Lafarge, Solvay ou encore Cristal Union, ces 50 sites pèsent à eux seuls 7,3% des émissions nationales. Reçus à l'Élysée en novembre 2022, leurs représentants s'étaient engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins

45% d'ici 2030, avec l'aide de subventions de l'État.

Une baisse en trompe-l'oeil

Le RAC et FNE soulignent que cette baisse récente reste limitée comparée à celle de 36,5% en 2030 (par rapport à 1990) nécessaire pour coller au paquet européen « Fit-for-55 », qui vise une réduction des émissions de -55% à cet horizon. Mais surtout, elle repose essentiellement sur le ciment (-7%) et l'acier (-14%). Une performance que les auteurs du rapport attribuent plus à une chute de l'activité dans le bâtiment et à des efforts d'efficacité conjoncturels imposés par la hausse des coûts de l'énergie et des taux d'intérêt qu'à de réels efforts de décarbonation. En outre, la baisse en question ne concerne pas tous les sites, puisque certains ont vu leurs émissions augmenter entre 2022 et 2023. C'est le cas de l'usine pétrochimique TotalEnergies de Gonfreville (+9.8%), de LAT Nitrogen à Grand Quevilly (+42%), d'Aluminium Dunkerque (+5.3%), et de Lyondell Chimie France à Fos-sur-Mer (+3.8%). « Peu de plans de décarbonation par site ont été rendus publics, regrette également Aurélie Brunstein, responsable industrie lourde du RAC. Les feuilles de route par entreprise qui leur ont été préférées, sans doute pour des raisons sociales, ne permettent pas d'analyser la situation en détail ».

Le stockage de CO 2 plutôt que la sobriété

Le RAC et FNE observent néanmoins que les industriels misent essentiellement sur la technologie, à commencer par le captage et stockage de CO2, mentionné dans la moitié

des plans. Très décriée par les ONG en raison de son coût énergétique, des intrants chimiques qu'elle nécessite, de sa consommation d'eau, de son potentiel physiquement limité et les risques de fuites qu'elle comporte, cette technologie « permet aux entreprises de poursuivre leur business as usual [comme d'habitude, en français] », déplore Aurélie Brunstein. Elle a d'ailleurs vu sa place réduite dans les scénarios de l'AIE ou du GIEC. À l'inverse, seuls trois contrats de transition écologique sur 32 mentionnent la sobriété ou ses corollaires : l'économie circulaire, de la fonctionnalité ou la coopération, que les ONG et de plus en plus d'économistes estiment indispensables pour atteindre les objectifs climatiques.

Manque de réflexion sur l'emploi

Les auteurs critiquent plus encore l'absence de réflexion concernant l'impact de la décarbonation sur les emplois et les compétences. Une lacune également relayée par les syndicats, et pointée du doigt par le Haut Conseil pour le Climat (HCC) et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales CEPII, qu'Aurélie Brunstein explique par « un évitement du dialogue social ». En effet, ces industriels « veulent conserver toutes les options ouvertes », notamment en mettant en concurrence plusieurs États européens. « Ils attendent de connaître le coût de l'électricité décarbonée, les infrastructures de transport d'hydrogène vert (indispensable notamment à la décarbonation du processus de fabrication de l'acier), et les évolutions dans les autres pays ». ArcelorMittal, qui pèse à lui seul 2,8% des émissions nationales, devrait recevoir 850 millions d'euros de l'État pour décarboner ses processus et communiquer ac-

tuellement autour des JO en tant que fabricant de la flamme en acier bas carbone, est particulièrement visé par les ONG.

Au-delà des investissements, la commande publique

Cet effort de décarbonation va coûter cher, et les ONG mettent en garde contre des aides d'État sans contrepartie. L'enveloppe dédiée d'1,2 milliard d'euros du plan France Relance de 2021, rallongée à 5,6 milliards dans le cadre de France 2030 en 2022, pourrait être doublée à 10 milliards d'euros, si les feuilles de route des cinquante sites s'avèrent à la hauteur des ambitions gouvernementales. C'est dans ce cadre que les auteurs du rapport réclament une éco-conditionnalité des aides d'État comme il en existe certaines formes aux États-Unis, en Allemagne ou en Angleterre. Elles rappellent qu'au-delà des émissions de gaz à effet de serre, certains de ces 50 sites se rendent coupables de pollutions environnementales (de l'air, des sols ou de l'eau) restées trop souvent impunies. Associé à ce rapport, l'Institut Rousseau a calculé que 48 milliards d'euros seraient nécessaires d'ici à 2030 pour décarboner la production industrielle française, dont 27 milliards supplémentaires par rapport à ce qui est aujourd'hui prévu. Comment les entreprises pourront-elles faire face à ces investissements si elles réduisent leur volume de production et leur chiffre d'affaires dans un objectif de sobriété que préconise le rapport ? Avec l'aide de l'État et de l'Europe, répond Aurélie Brunstein. Laquelle, rappelle-t-elle, peut prendre d'autres formes que les seuls investissements. Par exemple, la commande publique, qui constitue un formidable levier encore trop peu exploité.

Source : La Tribune

TUNISIE
Léger repli du déficit commercial au premier semestre de 2024

Durant le 1er semestre de l'année en cours, le déficit commercial de la Tunisie a enregistré un repli pour se situer à huit milliards de dinars (environ 2,56 milliards de dollars américains), contre 8,6 milliards de dinars pour la même période de l'année précédente, a révélé samedi l'Institut national de la statistique (INS). La balance commerciale tunisienne continue de recevoir le choc émanant du déficit du solde énergétique du pays, qui est de l'ordre de 5,7 milliards de dinars, selon la même source. En effet, sans tenir compte de l'impact du déficit énergétique, le déficit commercial a diminué encore plus évidemment pour se situer à 2,2 milliards de dinars. D'après les chiffres officiels de l'INS, le taux de couverture des importations par les exportations a progressé de 1,6 point à la fin juin 2024, en comparaison avec la même période de 2023, pour se situer à 79,7 %. En valeur, les exportations ont augmenté de 2,2 % sur une année pour atteindre 31,9 milliards de dinars au premier semestre, contre près de 31,2 milliards de dinars pour la même période de 2023. Du côté des importations, le bilan fait état d'une légère hausse estimée à 0,04 % pour une valeur de 39,93 milliards de dinars durant le premier semestre de 2024.

SÉCURITÉ HYDRIQUE EN TUNISIE
L'avenir réside dans le dessalement de l'eau de mer

La situation hydrique en Tunisie demeure critique en raison de la sécheresse, du faible taux de remplissage des barrages et de la baisse du niveau des nappes phréatiques.

De facto, le dessalement de l'eau de mer pour l'approvisionnement en eau potable est désormais l'une des solutions sur lesquelles le pays compte pour remédier à la crise de l'eau. Face à la gravité de la situation, La Tunisie n'a plus de temps à perdre. Elle réalise depuis des années des projets pour continuer d'assurer l'approvisionnement en eau potable à sa population. La désalinisation de l'eau de mer est un secteur en pleine effervescence qui attire les investisseurs des quatre coins du globe et sur lequel la Tunisie mise, surtout dans une période où les réserves des barrages ont subi de plein fouet des années de sécheresse successives. La sécheresse qu'elle a connue sévit toujours sur les réserves hydriques et les rendements agricoles. Les ressources hydriques du pays ont baissé à

cause des changements climatiques. Donc, nous devons avoir recours à d'autres sources non conventionnelles, à titre d'exemple le dessalement, la réutilisation des eaux usées... Dans un contexte marqué par un déficit notable en matière de précipitations et une très forte pression sur les ressources hydriques à travers les régions du pays, le Président de la République a inauguré, récemment, à Gabès l'entrée en service de la station de dessalement d'eau de mer à Zarat : un projet qui éteindra la soif de 1,1 million de citoyens. Elle dispose d'une capacité de production quotidienne de 50.000 mètres cubes (m³). C'est le premier projet réalisé dans le cadre du programme de dessalement de l'eau de mer. Elle sera suivie de l'entrée en exploitation, fin juillet 2024, de la station de Sfax, tandis que celle de Sousse est

actuellement en phase de construction. La mise en œuvre du programme de dessalement de l'eau de mer, qui a accusé du retard depuis 2016, n'a effectivement démarré qu'en 2019. Ce programme vient à point nommé pour apporter des solutions au problème des coupures de l'eau potable dans plusieurs régions du pays. De même, le Chef de l'Etat a jugé indispensable une révision des politiques, regrettant encore la disparition de certaines oasis à cause de la qualité de l'eau qui a provoqué la pollution et des maladies. Par ailleurs, «les secteurs de l'élevage et des cultures fourragères font face à la question de la rareté de l'eau, ce qui explique parfois la hausse des prix des fourrages», souligne-t-il.

ARABIE SAOUDITE
L'Etat investit 46 millions de dollars dans un laboratoire vétérinaire de pointe

Un laboratoire vétérinaire ultra-moderne sera construit à Riyad afin de mettre au point des vaccins locaux contre les maladies animales. Un contrat d'une valeur de plus de 175 millions de SR (46,6 millions de dollars) a été signé par le ministre de l'environnement, de l'eau et de l'agriculture, Abdulrahman Al-Fadhli, pour la création du site. Le laboratoire effectuera le diagnostic des maladies ainsi que le développement et la localisation des vaccins au Moyen-Orient, a rapporté l'agence de presse saoudienne. Le contrat a été attribué à

une société nationale spécialisée. Le laboratoire fait partie de l'initiative du Royaume visant à développer et à produire des vaccins vétérinaires pour les souches de maladies locales. Il servira de plaque tournante pour la surveillance et le contrôle de la propagation des maladies animales, la réalisation de tests de laboratoire spécialisés et l'identification des causes des maladies grâce au séquençage de l'ADN. Les scientifiques mettront au point des vaccins spécifiques à l'Arabie saoudite à partir de souches microbiennes locales, stimulant ainsi la

production de vaccins locaux et menant des recherches appliquées qui profiteront aux secteurs de la santé et de la richesse animale du Royaume. Il s'agit notamment de contrôler et d'actualiser les méthodes standard de détection des maladies animales conformément aux normes établies par l'Organisation internationale de la santé animale. Selon la SPA, l'installation sera le fer de lance du développement de vaccins de pointe dérivés de souches locales de maladies, offrant des réponses immunitaires plus élevées que les souches mon-

diales. La localisation de la production de vaccins vétérinaires renforcera la capacité du Royaume à contrôler et à éliminer les maladies locales, sauvegardant ainsi sa richesse en bétail. Le ministère a déclaré que le projet s'inscrivait dans le cadre de ses efforts visant à développer le secteur de la richesse animale et à protéger la santé publique en luttant contre les maladies zoonotiques et les agents pathogènes inter-espèces. Le laboratoire sera équipé d'une technologie de pointe et doté d'un personnel hautement qualifié, a rapporté l'APS.

MAURITANIE/ FORUM DE NEW YORK
Nouakchott présente ses réalisations dans le domaine du développement durable

La Mauritanie a présenté, ce vendredi 12 juillet 2024, son deuxième rapport d'examen national volontaire sur les Objectifs de développement durable (ODD) au Forum politique de haut niveau sur le développement durable, qui se réunit à New York du 8 au 18 juillet 2024 sous l'égide du Conseil économique et social des Nations unies, sous le thème "Faire progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et éradiquer la pauvreté en période de crises multiples : mettre en œuvre efficacement des solutions durables, résilientes et innovantes" : Mettre en œuvre efficacement des solutions durables, résilientes et innovantes". M. Abdessalam Ould Mohamed Saleh, ministre de l'Economie et du Développement Durable, a mis en exergue dans sa présentation du contenu de ce rapport les progrès réalisés par notre pays dans le domaine des ODD grâce aux programmes ambitieux mis en œuvre par le gouvernement ces dernières années, notamment en matière de protec-

tion sociale et d'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé, l'eau potable et l'électricité. A cet égard, le ministre a souligné que les dépenses de protection sociale ont quadruplé durant le mandat du Président de la République Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, reflétant la priorité accordée à l'amélioration des conditions de vie des groupes sociaux vulnérables. D'autre part, il a rappelé les efforts déployés pour lutter contre le changement climatique, qui affecte notre pays de manière significative à travers les sécheresses, la désertification et la dégradation des milieux environnementaux fragiles, soulignant notre attachement à notre engagement de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 11 % d'ici 2030. À cette fin, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie a déjà été portée à 42 % en 2021, avec un objectif de 60 % en 2030. Toutefois, il a ajouté qu'il reste encore des défis importants à relever et des obs-

tacles à surmonter, notamment dans le domaine du capital humain, de l'infrastructure et de la gouvernance, notant que notre pays dispose d'un grand potentiel dans le domaine de l'économie verte qui peut être exploité de manière optimale pour assurer des niveaux de croissance soutenus à même de réaliser un saut qualitatif vers la réalisation des objectifs de développement durable et l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Le ministre a conclu que cette valorisation du potentiel du pays dans le domaine de l'économie verte nécessite la participation active du secteur privé et la mobilisation de ressources financières importantes, soulignant dans ce contexte que notre pays soutient pleinement l'agenda de financement proposé par le Secrétaire Général des Nations Unies. La présentation du ministre a été suivie d'une discussion approfondie qui a porté sur des questions détaillées liées à la vision, aux stratégies et aux programmes que le gouvernement entend mettre en

œuvre pour surmonter les défis et les obstacles qui se dressent sur la voie de l'accélération du rythme de réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il a également questionné des implications de l'afflux de réfugiés sur les services sociaux et les ressources naturelles du pays dans les zones d'accueil des réfugiés et sur la cohésion sociale des communautés d'accueil, ainsi que des besoins du pays pour répondre à la demande de services résultant de cette situation. Le ministre était accompagné de l'Ambassadeur et Chef de la Mission permanente de la Mauritanie auprès des Nations Unies, M. Sidi Ould Mohamed Laghdaf, et de MM. Yeslem Hemdane, Chargé d'Affaires, Abderrahmane Ould-Deddi, Directeur Général adjoint des Stratégies et Politiques de Développement, et Sidaty Ould Sidaty, Directeur adjoint de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée au ministère de l'économie et du développement durable.

CRYPTOMONNAIES

Le Nigeria veut instaurer un contrôle hebdomadaire des transactions

Le but de ces nouvelles mesures est de lutter contre la criminalité financière. L'objectif légitime se heurte toutefois à un manque d'alternatives de placement pour de millions de Nigériens qui veulent se protéger des effets d'une hausse des prix qui continue de s'accélérer.

La Securities and Exchange Commission (SEC) du Nigeria a annoncé de nouvelles mesures de surveillance pour le secteur des cryptomonnaies, marquant un tournant dans la régulation de ce marché en pleine expansion. Désormais, les fournisseurs de services d'actifs virtuels ou Virtual Services Asset Services Providers (VASPs) devront en plus de s'enregistrer auprès de la SEC, partager leurs statistiques de trading hebdomadaires et mensuelles concernant les utilisateurs nigériens. Ils sont aussi contraints d'avoir une présence physique au Nigeria. Les autorités nigérianes justifient ce renforcement réglementaire par la nécessité de lutter contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la manipulation des taux de change. Le gouvernement s'inquiète particulièrement de l'impact potentiel des transactions crypto sur la stabilité du naira, la monnaie nationale. Ces préoccupations font écho aux récentes tensions avec Binance, accusée d'avoir facilité des spéculations qui ont contribué à la dé-

préciation du naira. Ces nouvelles contraintes interviennent sur un marché nigérian des cryptomonnaies qui continue de prospérer. Entre juillet 2022 et juin 2023, le volume des transactions crypto a atteint 56,7 milliards de dollars, en hausse de 9% sur un an. Le Nigeria se positionne comme l'un des leaders mondiaux en termes d'adoption des cryptomonnaies, avec environ 33,4% de la population adulte impliquée dans le trading ou l'utilisation de ces actifs numériques, selon Chainalysis, une plateforme spécialisée dans la surveillance du secteur des cryptomonnaies. Le Nigeria a fait évoluer et renforcer son approche réglementaire, ces dernières années. Après une interdiction totale des transactions crypto par les banques en 2021, le pays a progressivement assoupli sa position. En décembre 2023, la Banque centrale a autorisé les banques à ouvrir des comptes pour les VASPs, signalant une volonté de trouver un équilibre entre innovation et contrôle. Dans un pays où la mon-

naie a continué de perdre de la valeur et où le rythme de croissance des prix s'accélère, les cryptoactifs sont devenus un refuge pour de millions de personnes. Récemment pourtant, le gouvernement a intensifié ses actions contre les acteurs du marché crypto. En mars 2024, deux dirigeants de Binance ont été arrêtés, et la plateforme a été contrainte de cesser ses opérations dans le pays. Ces mesures ont été suivies par le blocage de l'accès à plusieurs sites web d'échanges crypto par la Commission nigérienne des communications. Ces nouvelles réglementations auront probablement un impact sur les acteurs du marché. Les exigences de partage de données et de présence physique au Nigeria pourraient pousser certaines entreprises à reconsidérer leur présence dans le pays. Les utilisateurs, quant à eux, pourraient se tourner vers des plateformes d'échange décentralisées (DEX) pour préserver leur anonymat, bien que cela puisse limiter leur accès à certains services financiers traditionnels.

NIGERIA

Production en hausse sur la seule mine industrielle d'or du pays

Le Nigeria dispose d'importantes réserves d'or, mais la production artisanale et à petite échelle, essentiellement clandestine, domine encore le secteur. Depuis 2021, Thor Explorations se démarque avec Segilola, la seule mine industrielle du pays. Elle devrait livrer jusqu'à 100 000 onces en 2024. Thor Explorations qui ex-

ploite la seule mine d'or industrielle du Nigeria, a publié le 15 juillet son rapport d'activités pour le deuxième trimestre 2024. La compagnie basée au Canada y annonce une production d'or de 21 742 onces, contre 19 589 onces au trimestre précédent. Avec cette performance, Segilola a donc produit 41 331 onces au premier

semestre 2024. Thor maintient ses prévisions de production pour l'année entière dans une fourchette comprise entre 95 000 et 100 000 onces. Après des travaux d'amélioration au niveau de l'usine de traitement, la compagnie s'attend en effet à produire davantage d'or au second semestre. « Nous sommes maintenant en mesure, au troi-

sième trimestre, de revenir à l'augmentation du taux de production de l'usine de traitement tout en maintenant les améliorations opérationnelles réalisées au cours du trimestre, ce qui devrait se traduire par une augmentation continue de la quantité d'or versée au second semestre », a déclaré Segun Lawson, PDG de Thor.

BOTSWANA

Repli de la croissance à 1% en 2024

Le Botswana dépend fortement des revenus du diamant, qui contribuent à hauteur d'environ 40 % aux recettes publiques. Selon le FMI, une baisse de la production de diamants devrait impacter les perspectives de croissance du pays. Le Botswana devrait enregistrer une croissance économique de 1 % en 2024 contre 2,7 % en 2023, a annoncé le Fonds monétaire international (FMI), à l'issue d'une mission de deux semaines à Gaborone, la capitale. Dans un communiqué publié le vendredi 12 juillet 2024, le Fonds a attribué cette baisse à une diminution de la production de diamants, partiellement compensée par des projets de construction financés par l'expansion budgétaire. Le Botswana, pays d'Afrique australe, est fortement dépendant

des revenus du diamant, qui contribuent à hauteur d'environ 40 % aux recettes publiques, représentant un peu moins d'un tiers du PIB et 75 % des recettes en devises. Cependant, le marché des diamants naturels traverse actuellement une crise due à une baisse de la demande et des prix, les consommateurs se tournant de plus en plus vers les pierres synthétiques. L'inflation devrait rester dans la fourchette cible de la Banque du Botswana (BoB) de 3 à 6 % à moyen terme, grâce à la diminution des prix internationaux du pétrole et des aliments, qui maintiennent les pressions inflationnistes faibles. Sur le plan budgétaire, le FMI prévoit un déficit budgétaire qui s'élargira à 6 % du PIB en 2024, conséquence de la baisse des revenus miniers et de l'augmentation des dépenses en capital. Une consolida-

tion budgétaire à moyen terme est cruciale, selon le FMI, pour atteindre l'objectif des autorités de réaliser un excédent budgétaire d'ici 2026 et ainsi préserver la durabilité fiscale. Pour stimuler la croissance et la création d'emplois, le FMI recommande une participation accrue du secteur privé, une diversification des exportations et une amélioration de l'efficacité du secteur public. Parmi les priorités politiques figurent la réforme des entreprises publiques, l'amélioration des infrastructures commerciales, notamment l'internet, l'énergie et la logistique, ainsi que des mesures de facilitation du commerce. A moyen terme, la croissance économique du Botswana devrait converger vers 4 %, soutenue par la reprise de l'exploitation minière des diamants, projette le FMI.

INDICE DE DÉVELOPPEMENT DES TIC 2024

Le classement des pays africains

Le rapport révèle que les scores de l'écrasante majorité des 47 pays africains étudiés ont progressé par rapport à 2023. Des écarts importants persistent cependant entre ces pays. La Libye, le Maroc et les Seychelles sont les pays qui affichent les niveaux de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) les plus élevés en Afrique, selon un rapport publié fin juin dernier par l'Union internationale des télécommunications (UIT). Intitulé « Measuring digital development – ICT Development Index 2024 », le rapport évalue les progrès réalisés dans le domaine du développement des TIC dans 170 pays et territoires à travers le monde en se basant sur 10 indicateurs, dont le pourcentage des particuliers utilisant Internet, la pénétration de la téléphonie mobile à large bande mobile, le trafic Internet à large bande mobile, le prix des données mobiles et des services voix et le taux de possession de téléphones mobiles. Les pays et les territoires étudiés sont notés sur une échelle allant de 0 à 100 points pour chaque indicateur. Les scores des différents indicateurs ont été ensuite combinés avec le même degré d'importance pour dégager un score global pour chaque pays allant, lui aussi, de 0 (absence totale de connectivité) à 100 points (connectivité optimale). La Libye tient le haut du pavé sur le continent africain avec un score de 88,1 points. Ce pays pétrolier d'Afrique du Nord a réalisé une progression de 8,7 points en une seule année, passant du 5e rang au premier rang grâce notamment à une forte hausse de la pénétration de la téléphonie mobile et d'Internet. Le Maroc occupe la deuxième marche du podium avec un score de 86,8 points, devant les Seychelles (84,7 points), Maurice (84,2), l'Afrique du Sud (83,6), l'Algérie (80,9), le Botswana (78,7), la Tunisie (77,2) et l'Égypte (76,8) alors que le Gabon ferme le Top 10 africain avec un score de 74,7 points. (Voir le classement complet des pays africains couverts par l'indice ci-dessous). Le rapport souligne que le score moyen de l'Afrique s'est établi à 50,3 points, enregistrant ainsi une hausse de 3,7 points par rapport à l'édition 2023 de l'indice grâce aux progrès réalisés par l'écrasante majorité des pays étudiés.

PARIS

La prudence l’emporte avant plusieurs statistiques

La bourse de Paris cède près de 0,6% ce matin, autour des 7590 points, pénalisée par Kering (-1,9%), L'Oréal ou encore Stellantis (-1,3 chacun).

La prudence est de mise sur la place parisienne alors que les investisseurs découvriront en début d'après-midi les derniers chiffres de ventes au détail aux Etats-Unis, des données qui viendront alimenter les débats concernant les effets de l'inflation sur la consommation des ménages américains. Le consensus table sur un repli de 0,2% des ventes de détail d'un mois sur l'autre, ce qui témoignerait d'une moindre demande des consommateurs due au récent mouvement de hausse des prix. Ces nouvelles données pourraient permettre de mieux évaluer le risque d'un ralentissement de la croissance au second semestre et l'ampleur de l'assouplissement monétaire à attendre de la part de la Fed d'ici à la fin de l'année. En Allemagne, l'indice ZEW - qui mesure le moral des investisseurs - est attendu sur une note de faiblesse, signe que le contexte économique dans le pays reste morose. Du côté des résultats, les grands groupes

bancaires américains vont rester sur le devant la scène mardi avec les trimestriels de Bank of America et Morgan Stanley, attendus à l'heure du déjeuner. La saison des résultats trimestriels, qui a commencé la semaine dernière et s'intensifiera cette semaine, pourrait inciter les investisseurs à une certaine prudence dans l'attente des publications des grands groupes technologiques. Sur le marché obligataire, le rendement des Treasuries à dix ans continue d'évoluer, autour de 4,18%, à des planchers de presque quatre mois. Le dix ans allemand est inchangé à 2,44%, tandis que le taux de l'OAT à 10 ans se stabilise à 3,08%, ce qui donne un 'spread' en contraction à 64 points de base. Sur le marché des changes, l'euro reste stable face au billet vert, à 1,089\$/E, toujours prisonnier de son 'range' compris entre 1,06 et 1,09, à deux jours des annonces de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). Le marché du pétrole consolide après

avoir enchaîné cinq semaines consécutives de hausse, en dépit de la perspective de plus en plus sérieuse d'une victoire de Donald Trump, dont la politique est favorable au secteur.

Le baril de Brent cède 0,9% à 84,1 dollars.

Enfin, dans l'actualité des sociétés hexagonales, TotalEnergies indique avoir signé avec SSE un accord engageant portant sur la création d'une joint-venture pour lancer un nouvel acteur majeur de la recharge électrique au Royaume-Uni et en Irlande, appelé 'Source', sous réserve des approbations réglementaires requises. TotalEnergies indique par ailleurs que son indicateur de marge de raffinage européen a chuté en rythme séquentiel pour

s'établir à 44,9 dollars par tonne au deuxième trimestre 2024, contre 71,7 dollars sur les trois premiers mois de l'année. Vinci annonce que sa filiale Cobra IS a été retenue par SMS Group GmbH pour réaliser des travaux d'une partie du complexe industriel de l'aciériste Thyssenkrupp Steel Europe à Duisbourg, en Allemagne, un contrat d'une valeur de 74 millions d'euros. Enfin, Eiffage a annoncé le renforcement de sa présence sur le marché de l'énergie aux Pays-Bas via l'acquisition de deux sociétés, EKB (un spécialiste de la conception, de la réalisation et de la maintenance de systèmes d'automatisme industriel) et Rensen (spécialiste de la gestion technique des bâtiments).

L’Europe recule à l’ouverture, entre politique américaine et résultats

Les marchés européens déclinent à l'ouverture mardi, inquiets des implications d'une élection de Donald Trump et animés par les résultats avant un indicateur de sentiment allemand. À Paris, le CAC 40 recule de 0,95% à 7.559,95 points vers 07h10 GMT. À Francfort, le Dax perd 0,74%, contre 0,54% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 cède 0,66%, l'Euro-Stoxx 50 0,86% et le Stoxx 600 0,64%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street hésitante, le Dow Jones et le Standard & Poor's 500 ne

montrant pas de direction marquée, tandis que le Nasdaq grignote 0,15%. La perspective d'une victoire de Donald Trump, qui a choisi J. D. Vance comme colistier, inquiète les investisseurs européens, car la mise en place des droits de douanes promise par le candidat républicain renchéirait les exportations européennes. Les résultats animent par ailleurs les échanges, avant la publication à 09h00 GMT de l'indice de sentiment Zew en Allemagne. Les derniers indicateurs suggèrent que la première économie européenne ralentit, et les données de mardi seront

essentielles pour jauger de l'ampleur de ce ralentissement, à quelques jours de la prochaine réunion de la Banque centrale européenne, jeudi. Cette réunion ajoutera à la prudence des investisseurs, car l'institution européenne pourrait éloigner de prochaines baisses de taux, l'inflation se montrant plus persistante qu'attendu en zone euro. Aux valeurs, Hugo Boss perd 10% après avoir abaissé ses prévisions de chiffre d'affaires sur l'année. Scor s'effondre de 21,4% après avoir abaissé ses perspectives sur l'exercice 2024.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Juillet 2024 Valeur : 17 Juillet 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1412	134.1562
1	EUR	EURO		145.9859	146.0559
1	GBP	POUND STERLING		174.0737	174.1384
100	JPY	JAPANESE YEN		84.9371	84.9520
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4694	18.4717
1	CHF	SWISS FRANC		149.8450	149.9287
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.2216	98.2613
1	DKK	DANISH KRONE		19.5832	19.5866
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.6868	12.6902
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4648	12.4692
1	AED	UAE DIRHAM		36.5199	36.5260
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7634	35.7693
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.9437	439.1365
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9618	43.3936
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6556	13.6571
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4037	27.5441
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5319	3.5323
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.8510	177.8510

La Bourse de Tokyo repart à la hausse

La Bourse de Tokyo démarrait en hausse mardi 16 juillet dans la foulée de Wall Street, où les investisseurs misaient sur une victoire de Donald Trump, considéré comme favorable au marché, et sur une baisse de taux de la Fed en septembre. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,26% à 41.299,41 points vers 01h10 GMT et l'indice élargi Topix progressait de 0,56% à 2.910,67 points. «Le marché japonais devrait commencer la journée sur une note ferme en raison de la croissance continue (à Wall Street) et d'un rebond après la forte baisse» de vendredi dernier, a commenté Toshiyuki Kanayama de Monex. La Bourse de New York a terminé en hausse lundi après la tentative d'as-

sassinat qui a visé Donald Trump samedi, semblant renforcer ses chances d'élection à la présidence des États-Unis en novembre. «Les opérateurs semblent miser sur le fait que M. Trump mettrait en place des réductions d'impôts et d'autres politiques de nature à stimuler la croissance», a noté Stephen Innes de SPI Asset Management. Les investisseurs ont aussi été rassurés par une nouvelle intervention du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, qui s'est montré encouragé par le ralentissement de l'inflation en juin, renforçant les attentes d'une baisse de taux dès septembre. Du côté des valeurs, les groupes nippons présents dans la défense Mitsui-

bishi Heavy Industries (+5,5%) et Kawasaki Heavy Industries (+4,7%) voyaient leurs titres encouragés par la perspective accrue d'une victoire de Trump, qui pourrait demander notamment au Japon d'accroître ses dépenses militaires.

Le yen résiste

Le yen restait relativement résistant face au dollar, après l'intervention suspectée du gouvernement japonais jeudi dernier pour soutenir sa devise, mais était promis à une nouvelle glissade en raison de l'absence de fondamentaux pour le soutenir, selon Charu Chanana, stratéliste devises chez Saxo Capital Markets. «Maintenant que l'intervention est passée, que les

baisses de taux de la Fed en septembre ont été prises en compte par le marché, avec un changement monétaire de la Banque du Japon peu susceptible d'être important fin juillet, le yen pourrait continuer sa lente descente vers les 160» yens pour un dollar, a-t-elle estimé. Le dollar progressait à 158,45 yens vers 01h10 GMT, contre 158,06 yens lundi à 21h00 GMT. L'euro montait aussi, à 172,59 yens contre 172,20 yens la veille, et valait 1,0892 dollar contre 1,0894 dollar lundi. Les cours du pétrole étaient en léger recul: vers 01h00 GMT, le baril de WTI américain lâchait 0,09% à 81,84 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,07% à 84,79 dollars.

EURO DOLLAR

Le dollar et les taux américains scrutés après la tentative d'assassinat sur trump

Le billet vert est stable tandis que les rendements des bons du Trésor américain se tendent un peu. La politique envisagée par le candidat républicain est considérée comme inflationniste et donc susceptible de maintenir les taux directeurs de la Fed à un niveau élevé.

C'était la grande information du week-end. Lors d'un meeting en Pennsylvanie, le candidat républicain et ex-président américain Donald Trump a été blessé, victime d'une tentative d'assassinat, un homme ayant ouvert le feu à plusieurs reprises. Cet incident tragique et les images liées ont provoqué de nombreuses réactions. Sur X, l'homme d'affaires ElonMusk a officiellement apporté son plein soutien au candidat républicain, de même que Bill Ackman, le directeur général de Pershing square, un investisseur réputé à Wall Street. Plus largement, les experts considèrent que cet épisode a renforcé la popularité de Donald Trump. "D'après les sites de paris en ligne, la probabilité de victoire de Trump est passée à plus de 2 sur 3 contre moins de 60% avant le week-end", observe Xavier Chapard, stratège chez LBPAM. Les marchés eux, réagissent à ces évène-

ments. Le dollar et les rendements américains sont particulièrement surveillés.

"Trump trades"

Le dollar est, en fin de matinée, quasi stable face à l'euro et plus largement face aux principales grandes devises, après avoir toutefois progressé dimanche soir et lundi matin, tandis que le rendement du bon du Trésor américain à 10 ans se tend un petit peu à 4,211% contre 4,187% vendredi soir. Les marchés américains sont eux attendus en hausse, le contrat à terme sur le S&P 500 gagnant 0,4% vers 12h, heure française. Plusieurs experts de marché s'attendent à ce que les "Trump trades", c'est-à-dire les réactions de marché liées aux anticipations de victoire du candidat républicain, gagnent en vigueur. La politique économique voulue par l'homme d'affaires, qui repose sur une poli-

tique budgétaire plus expansionniste, une régulation assouplie, ainsi que sur des droits douaniers accrus pour la Chine, est considérée comme inflationniste. Ce qui serait susceptible de maintenir à un niveau élevé les taux directeurs de la Réserve fédérale américaine et donc de renforcer le dollar et les rendements américains. "Une victoire de Trump est vue comme positive pour le dollar, pour les actions américaines par rapport aux autres pays, et est vue comme négative pour les (prix, NDLR des) obligations", souligne Xavier Chapard. "Cela traduit les anticipations de politiques plus inflationnistes et expansionnistes budgétairement, ainsi que moins de régulations sur des secteurs spécifiques (énergie, finance...)." En effet, Trump soutient des augmentations massives de droit de douane, des baisses d'impôts et une réduction de l'immigration", poursuit-il.

SANS JO

Le tourisme espagnol affiche une forme olympique

Cet été, 41 millions de touristes étrangers sont attendus en Espagne. Le cap des 90 millions pourrait être franchi cette année avec, à la clé, près de 200 milliards d'euros de recettes, soit près de 4.200 euros par habitant. La Roja a remporté l'euro 2024. Mais il n'y a pas qu'au football que nos voisins excellent. Cet été, les Espagnols devraient accueillir un nombre record de touristes étrangers. Sans aucune manifestation sportive d'envergure sur son territoire, nos voisins prévoient d'accueillir 41 millions de touristes étrangers durant la pé-

riode estivale, soit 13,2% de plus que durant l'été 2023. Le ministère espagnol du tourisme table sur une envolée encore plus massive des recettes: 59 milliards d'euros (plus 22% par rapport à l'été dernier). Sur l'ensemble de l'année, l'Espagne devrait très probablement franchir pour la première fois le cap des 90 millions de touristes étrangers, soit 25 millions de plus qu'en 2014. C'est en tout cas ce qu'anticipent les experts de la Caixabank. De quoi générer un niveau de recettes sans précédent dans l'histoire: 200 milliards d'euros selon leurs

prévisions. Cela représenterait plus de 13% du PIB du pays ou, pour mieux se figurer l'ampleur de cette manne, près de 4200 euros par habitant. Les Baléares, les Canaries et Madrid tirent la croissance espagnole Sans conteste, le tourisme est désormais l'un des principaux moteurs de l'économie espagnole. Selon les dernières prévisions de BBVA Research, le pays devrait afficher une croissance de 2,5% cette année. Dans la zone euro, seuls Malte, Chypre et la Croatie pourraient faire davantage. On notera au passage qu'il s'agit de trois pays

dont l'économie repose en grande partie sur le tourisme. Et, en Espagne, les trois régions qui devraient afficher la plus forte croissance sont les Baléares, les Canaries et Madrid. Rappelons qu'à elles trois, elles accueillent plus de 50 millions de touristes par an. Mais il y a le revers de la médaille, ce ras-le-bol qui monte au sein de la population. Un nombre grandissant de résidents ont le sentiment de ne pas vraiment tirer profit de cette manne et, de Tenerife à Palma de Majorque, ces derniers n'hésitent plus à manifester vertement leur mécontentement.

MÉTAUX PRÉCIEUX
Le prix de l'or en baisse

Les prix de l'or ont chuté lundi tandis que les investisseurs attendaient les commentaires des responsables de la Réserve fédérale et les données économiques pour obtenir de nouvelles indications sur la trajectoire des taux d'intérêt américains. Le cours de l'or au comptant a reculé de 0,1% à 2.409,54 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain ont chuté de 0,2% à 2.414,70 dollars. La baisse aujourd'hui est liée au raffermissement du billet vert. Un dollar plus fort rend l'or plus cher pour les acheteurs détenant d'autres devises. Les investisseurs cherchent de nouveaux indices sur la trajectoire des taux de la Fed. Son président Jerome Powell, doit s'exprimer plus tard dans la journée, ainsi que d'autres responsables plus tard dans la semaine. Les données attendues cette semaine comprennent les ventes au détail aux Etats-Unis, la production industrielle pour juin et les inscriptions hebdomadaires au chômage. Des analystes estiment qu'une nouvelle baisse importante des ventes au détail renforcerait le sentiment d'urgence de réduire les taux, ce qui pourrait aider l'or. L'attrait des métaux précieux non productifs tend à briller dans un environnement de taux d'intérêt bas. Concernant les autres métaux, l'argent au comptant a augmenté de 0,4% à 30,88 dollars l'once, le platine a glissé de 0,3% à 995,80 dollars et le palladium a chuté de 0,7% à 962,50 dollars.

FRENCH TECH

Les levées de fonds au premier semestre restent stables par rapport à 2023

L'écosystème des start-up françaises a redressé la barre au premier semestre, levant 4,3 milliards pour 413 opérations. Mais l'incertitude politique fait peser des risques sur le reste de l'année. La "French Tech" est parvenue à stopper l'hémorragie du capital risque au premier semestre 2024, les levées de fonds demeurant stables par rapport à 2023, mais la situation politique française plonge le secteur dans l'incertitude pour le reste de l'année, selon le baromètre EY. Sur les six premiers mois de l'année, les start-up françaises ont levé 4,3 milliards d'euros à travers 413 opérations, "un montant stable en valeur et une hausse en volume de 5%" par rapport à

l'année dernière, détaille cette étude rendue publique lundi. "On sort d'un état de convalescence", a commenté à l'AFP Franck Sebag, associé du cabinet de conseil. En 2023, le secteur a connu une chute des levées de fonds de 38% par rapport à l'année précédente, notamment en raison de la hausse générale des taux d'intérêt.

Une dynamique portée par le secteur du logiciel et de l'IA

Mais les jeunes pousses françaises semblent s'être sorties de cette "pente descendante". "Depuis avril, sur le deuxième trimestre, on a eu, mois après mois, des montants qui ont augmenté, à

tel point que, au mois de juin 2024, on a vu un peu plus d'un milliard de levées, par rapport à 500 millions d'euros un an auparavant", a précisé M. Sebag. Pour lui, le secteur du logiciel a porté cette dynamique, lui-même dopé par l'accélération de tout ce qui est lié à l'intelligence artificielle générative, avec des entreprises comme Mistral AI qui a levé 468 millions d'euros ou encore H company (184 millions d'euros). Les greentech, soit les start-up dédiées à la transition écologique, arrivent à la deuxième place du podium avec 1,1 milliard d'euros de fonds levés sur la période. Après les élections législatives françaises, dominées par l'alliance de gauche Nouveau Front populaire mais

dont n'émane aucune majorité politique, le flou plane toutefois sur les perspectives du capital risque français pour le reste de l'année. "Ce que n'aiment pas les investisseurs, c'est l'incertitude", a résumé Franck Sebag. "Tant que les investisseurs n'auront pas de vision claire sur les conditions dans lesquelles ils pourront continuer à travailler, ça risque de créer de la latence dans les investissements", a-t-il ajouté. Pour l'expert, il sera dur "d'y voir clair" avant septembre. "La question, c'est de savoir quelle rentrée économique on va avoir. Est-ce que c'est une rentrée qui sera socialement chargée ou pas ?", a pointé M. Sebag. "Chaque crise a eu un impact sur l'écosystème", a-t-il rappelé.

AUDI A5

La tempête après le silence

L'accalmie chez Audi est définitivement terminée, car après le Q6 e-Tron électrique, Ingolstadt lance une nouvelle famille de milieu de gamme. Et non, il ne s'agit plus de l'A4...



Audi a radicalement changé sa nomenclature. Tous les modèles dotés d'une chaîne de traction entièrement électrique porteront un numéro pair suivi du suffixe e-Tron (comme le Q6 e-Tron). Les modèles dotés d'un moteur à carburant traditionnel (qu'ils soient hybridés ou non) reçoivent une désignation impaire. Cette logique explique pourquoi l'A4 à moteur conventionnel sera désormais désignée par A5.

Le passage de « 4 » à « 5 » implique également un positionnement plus élevé. Si l'on se réfère à l'équipement et à l'espace disponibles, cette intention se vérifie. Comme l'A4 précédente, l'A5 et l'A5 Avant partagent la même longueur. Avec 4,83 mètres, la carrosserie est désormais plus longue de 6,7 centimètres. Elle a également gagné 1,3 centimètre en largeur (1,86 mètre), tandis qu'en hauteur, la berline (1,44 mètre) et l'Avant (1,46 mètre) gagnent respectivement 2,4 et 1,1 centimètre. Plus important encore est l'empattement plus long de 6,8 centimètres : ces 2,90 mètres entre les essieux profitent directement aux jambes des occupants. Le volume du coffre passe à 445 litres derrière les sièges arrière de la berline et à 476 litres derrière ceux de l'Avant. Si l'on rabat tout, ces volumes passent respectivement à 1299 litres et 1424 litres.

La berline devient une Sportback

Le changement le plus radical concerne la berline. La silhouette typique d'une berline est désormais dotée d'une véritable cinquième porte. En d'autres mots : une Sportback qui n'y ressemble pas. Les vitres latérales ont un encadrement, la ligne de toit est moins « raide » et la porte de coffre s'étend plus loin que dans l'ancienne A5 Sportback. À Ingolstadt, on parle de compromis nécessaire, car le client nord-américain préfère les quatre portes, tandis qu'en Europe, en matière de berlines moyennes, c'est mieux avec



un hayon.

L'A5 est la première voiture du groupe Volkswagen à utiliser la plate-forme Premium Combustion (PPC), le pendant de la PPE (Premium Platform Electric) sur laquelle repose le Q6 e-Tron. Ce nouveau châssis s'accompagne d'une nouvelle électro-architecture E3 1.2, composée de cinq puissants calculateurs fournissant la puissance nécessaire à toutes les fonctions de la voiture. Ce réseau est beaucoup plus performant qu'auparavant, ce qui se traduit par des systèmes d'assistance (numérique) plus avancés sur l'A5.

Essence, diesel, MHEV & PHEV

Au lancement, vous avez le choix entre deux 2.0 TFSI (150 et 204 ch), un 2.0 TDI (204 ch) et le 3.0 V6 de la S5 (367 ch). Audi y associe également une assistance mild-hybrid plus évoluée, mais curieusement uniquement pour le TDI et la S5. Cette assistance consiste en un moteur électrique (PTG ou powertrain generator) placé à côté de la boîte de vitesses, qui tire son énergie d'une batterie

lithium-fer-phosphate de 1,8 kW (48 volts). Le grand avantage de l'emplacement spécifique de ce moteur électrique synchrone est d'élargir la plage de puissance.

Non seulement lors de l'accélération (jusqu'à 24 ch de puissance) ou du freinage (jusqu'à 25 kW de récupération), mais aussi lors de l'alimentation. Lors de manœuvres ou d'une conduite (très) lente, l'A5 peut s'appuyer uniquement sur le PTG. Ne vous attendez pas à des miracles ou à une autonomie entièrement électrique phénoménale, mais le système permettrait d'économiser jusqu'à 0,38 litre de diesel (TDI) ou 0,74 litre d'essence (S5) tous les 100 kilomètres.

Pourquoi pas de version MHEV du TFSI ? Tout simplement pour maintenir le prix d'entrée de gamme de l'A5 à un niveau acceptable. Mais ce n'est qu'une question de temps... car sans cela il serait extrêmement difficile de satisfaire aux normes Euro 7 avec les TFSI. Deux hybrides rechargeables (PHEV) sont également prévus, plus tard. Pour l'instant, Audi ne communique que très peu d'in-

formations sur ces versions, si ce n'est qu'elles développeront respectivement 300 et 367 ch et qu'elles devraient pouvoir parcourir plus de 100 kilomètres avec une charge de batterie.

Large

Conformément à la tendance actuelle, le tableau de bord de l'A5 est dominé par les écrans. L'Audi Virtual Cockpit (le tableau de bord) mesure 11,9 pouces, tandis que l'écran tactile central mesure 14,5 pouces. Il est encore possible d'ajouter en option un affichage tête haute et un MMI Passenger Display. Ce dernier est un écran passager de 10,9 pouces sur lequel il est possible de projeter à la fois des informations provenant du système d'infodivertissement central et des contenus choisis par le conducteur. Ces contenus vont des jeux numériques à la musique en passant par des séries complètes et des films via des services de streaming sélectionnés (tels que Disney+, YouTube et Amazon Prime, Audi ne proposant malheureusement pas Netflix). Cette abondance d'écrans peut potentiellement être distrayante, surtout si vous les complétez avec le Dynamic Interaction Light, une bande lumineuse située juste sous le pare-brise qui soutient visuellement certaines actions (indicateur, notification de navigation, avertissement d'angle mort, etc.)

La technologie OLED vous permet de jouer avec la signature lumineuse arrière. Concrètement vous pouvez choisir parmi huit configurations différentes, dont une variante dynamique qui fait scintiller les feux arrière. Les feux diurnes des phares Matrix offrent également huit rendus différents, mais moins « spectaculaires ». L'Audi A5 et l'A5 Avant promettent un mélange de technologies avancées, de performances améliorées et de niveaux de confort accrus, avec lesquels Audi entend renforcer sa position dans le segment des voitures de taille moyenne.

DISNEY PIRATÉ

1,2 To de données Slack volées par le gang de pirates NullBulge

Le groupe de hackers NullBulge affirme avoir piraté les systèmes de Disney et dérobé 1,2 To de données internes provenant de Slack. La fuite comprendrait des messages, des fichiers et du code.



Tout n'est pas que fiction au royaume enchanté de Disney. Le géant du divertissement vient de se confronter à la réalité. Le 12 juillet 2024, le groupe NullBulge a annoncé sur le forum BreachForums avoir mis la main sur une quantité phénoménale de données internes de l'entreprise. Le butin ? 1,2 téraoctet d'informations sensibles provenant de Slack, l'outil de communication utilisé par les équipes de développement de Disney. Messages, fichiers, code source... Rien n'aurait échappé aux hackers. Comment NullBulge a-t-il réussi à s'infiltrer dans les systèmes de Disney ? Quelles sont les motivations de ce groupe mystérieux ? Quelles conséquences y aura-t-il pour l'entreprise et ses employés, alors que la firme de Mickey, Donald et leurs amis a cédé sa 1re place au box-office mondial à Universal début 2024 ?

Ce que NullBulge aurait volé à Disney

NullBulge n'y est pas allé de main morte. Le groupe de hackers affirme avoir en sa possession l'intégralité des communications Slack de l'équipe de développement de Disney. Un véritable trésor d'informations confidentielles. Selon ses dires, le butin comprend près de 10 000 canaux de discussion. Imaginez un instant : des milliers de conversations privées, de partages de fichiers, de brainstormings créatifs... Tout y serait passé.

Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. NullBulge prétend avoir également récupéré des projets inédits.

Des films en préparation ? Des attractions de parc encore secrètes ? Il est difficile de savoir avec précision, mais l'imagination s'emballe. Le code source de certaines applications Disney figurerait aussi dans le lot. Une aubaine pour les concurrents ou les pirates mal intentionnés, qui pourraient exploiter d'éventuelles failles de sécurité. Cerise sur le gâteau pour les hackers : des identifiants et des liens vers des API et des pages web internes auraient été dérobés. De quoi potentiellement ouvrir grand les portes des systèmes de Disney à d'autres intrusions. NullBulge n'a pas lésiné sur la mise en scène. Le groupe a utilisé le réseau X.com pour annoncer son méfait : « Disney a fait larguer l'intégralité de son Slack de développement. 1,1 Tio [1,2 To] de fichiers et de messages de discussion. Tout ce sur quoi nous avons pu mettre la main, nous l'avons téléchargé et empaqueté. » Une chose est sûre : si ces allégations se confirment, Disney, qui a indiqué à Variety enquêter sur cette affaire, a du pain sur la planche pour colmater les brèches et limiter les dégâts.

NullBulge : des Robin des Bois numériques aux motivations troubles

Qui se cache derrière NullBulge ? Le mystère reste entier. Le groupe se présente comme le défenseur des artistes lésés. Leur credo : « Protéger les droits des artistes et garantir une rémunération équitable pour leur travail ». Cette posture de justiciers du Net n'est pas sans rappeler les reproches adressés à Disney ces dernières années. L'entreprise a été pointée du doigt pour ses

pratiques de rémunération jugées inéquitables envers certains créateurs. Le cas d'Alan Dean Foster a fait grand bruit. Cet auteur a publiquement déclaré ne plus recevoir de royalties pour ses romans Star Wars et Alien depuis que Disney a racheté les franchises. Un cas loin d'être isolé. Neil Gaiman, figure emblématique de la littérature fantastique, a lui aussi tiré la sonnette d'alarme. Il a révélé que Disney avait cessé de payer des redevances à de nombreux écrivains et artistes pour des novélisations et des romans graphiques. Ces pratiques ont touché de plein fouet les créateurs travaillant sur des franchises populaires comme Star Wars ou Alien. La pilule est d'autant plus amère que ces œuvres continuent de générer des profits colossaux pour Disney. Pour se défendre, des organisations comme la Science Fiction & Fantasy Writers of America (SFWA) sont montées au créneau. Elles ont créé des groupes de travail pour faire pression sur Disney et obtenir le paiement des sommes dues aux artistes. NullBulge surfe-t-il sur cette vague de mécontentements ? Possible. Mais attention : rien ne prouve que le groupe agisse réellement dans l'intérêt des artistes. Certains experts soupçonnent un lien avec le gang de ransomware LockBit, réputé pour ses attaques lucratives. Le vol et la divulgation de données confidentielles restent des actes illégaux, quelles que soient les motivations affichées. Si NullBulge espérait redorer son blason en s'attaquant à un géant parfois décrié, le pari est risqué.

La Commission européenne accuse X de violer le DSA

Les conclusions préliminaires d'une enquête entamée l'année dernière font état d'un non-respect du DSA (Digital Services Act) qui pourrait donner lieu à des sanctions importantes. Il s'agit d'un signal d'alarme pour les entreprises soumises à cette loi. La Commission européenne a publié fin de semaine dernière les résultats préliminaires d'une enquête lancée l'année dernière sur X (ex Twitter), et a déclaré qu'elle pensait que l'entreprise était en infraction avec le règlement européen sur les services numériques (DSA ou Digital Services Act) du 19 octobre 2022. Cette dernière s'applique aux marchés, aux réseaux sociaux, aux plateformes de partage de contenu, aux boutiques d'applications et aux plateformes de voyage et d'hébergement en ligne. Dans son communiqué, la Commission indique que X a été jugé non conforme dans trois domaines. Tout d'abord le mécanisme de « compte vérifié » qui est conçu et mis en œuvre d'une manière qui trompe les utilisateurs et ne correspond pas aux pratiques du secteur. Étant donné que n'importe qui peut s'inscrire pour obtenir un tel statut « vérifié », cela affecte négativement la capacité des utilisateurs à prendre des décisions libres et informées sur l'authenticité des comptes et du contenu avec lesquels ils interagissent, a déclaré la Commission, ajoutant qu'il y a des preuves que des acteurs malveillants motivés abusent du « compte vérifié » pour tromper les utilisateurs. Ensuite X ne respecte pas les exigences en matière de transparence dans la publicité. « En particulier, la conception ne permet pas la supervision et la recherche nécessaires sur les risques émergents provoqués par la distribution de la publicité en ligne », a affirmé la Commission. Enfin, le réseau social ne donne pas accès à ses données publiques aux chercheurs, comme le prévoient les conditions du DSA. Ses conditions de service interdisent aux chercheurs d'accéder de manière indépendante aux données publiques, et son processus d'octroi d'accès aux chercheurs via ses interfaces de programmation d'applications « semble dissuader les chercheurs de mener à bien leurs projets de recherche ou ne leur laisse pas d'autre choix que de payer des frais disproportionnés. »

Des amendes jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires annuel

X a maintenant le droit d'examiner les documents de la Commission et de préparer sa défense. Si les conclusions préliminaires sont confirmées, l'entreprise s'expose à une décision de non-conformité qui pourrait entraîner des amendes allant jusqu'à 6 % de son chiffre d'affaires annuel global, une injonction de remédier aux problèmes décrits dans la décision et la possibilité d'une période de surveillance renforcée. La Commission peut également imposer des astreintes. Cette décision pourrait être considérée comme un coup de semonce pour les autres entreprises. « Même si cette décision n'a pas d'impact direct sur les responsables informatiques des entreprises, elle met l'accent sur la nécessité de tirer des leçons des implications plus larges et des erreurs commises par d'autres », a déclaré Phil Brunkard, conseiller exécutif à l'Info-Tech Research Group, au Royaume-Uni. « Elle crée un précédent pour la confiance du public dans les marchés en ligne ou les médias sociaux, en soulignant l'importance de l'intégrité et de la transparence dans la confidentialité des données. La réglementation ne consiste pas seulement à cocher la case de la conformité - elle est cruciale pour la confiance des clients. Les DSI doivent assurer une gouvernance solide pour protéger leurs marques et maintenir la confiance des clients, car la confiance est le fondement des entreprises prospères. » Par ailleurs, les enquêtes se poursuivent sur la gestion des risques liés à la diffusion de contenus illégaux et sur l'efficacité de la lutte contre la manipulation de l'information. Pour l'aider dans ses investigations, la Commission a mis en place un outil de dénonciation qui permet aux personnes de la contacter anonymement pour lui communiquer des informations contribuant au contrôle de la conformité de X et d'autres entités désignées comme de très grandes plateformes en ligne dans le cadre du DSA. X n'est pas la seule société à faire l'objet d'une surveillance. La Commission a également engagé des procédures formelles contre TikTok, Meta (dans des procédures distinctes lancées respectivement en avril et mai 2024) et AliExpress.

Mots fléchés

Mît sur pellicule Elles élèvent des poissons		Pays européen	Elle entretient la souplesse du tympan	Extra (deux mots)		Bière anglaise Aurochs		Succinctement		Lieu d'enseignement Poisson		Erode Esquiva	
Regardée Distingué				Division de la couronne Pour lui				Coqueluche Couverture					
							Renommé Etendue d'eau						Jeu
Flatté Chasse-neige						Monnaie bulgare Qui est disponible				Vieux Tokyo Note de musique			
				Un type de moteur diesel	Pester						Champion Délicates		
Rythmés	Scie	Pour relier Pays sud-américain			Étêter							Firmament	
							L'Europe unie Hauteur			Service sans retour			
Métal précieux Traîneau			Légumineuse		Département français Pascal					De temps en temps on le perd			
				Jeu Grand récipient						Magicienne Lieu habité breton (préfixe breton)			
Égarant Imagine								Notre planète	Jupe courte et plissée				
					Peintre vénitien Se diverti							Singe-araignée	
Travaillai dur	Biffèrent		Île de Grèce Échec					Roue à gorge Vérifiés					Plantes des lieux humides
						Commune basque Voisin de l'ADN				Pour mettre fin à une série			
Rectal					Envoyer								
Créature tibétaine					Bramés					Américium	Largeur d'étoffe Ajouta du poids		
Implorer	Prénom féminin espagnol		Écorce de chêne Crochet de boucher				Sésame	Meurtris Petit conservateur					
					Ferme de Provence	Matière grasse animale Thune						Pronom personnel	
Pièces de vêtement harmonisés Solipèdes										Travail forcé Conjonction de coordination			
				Hasard favorable ou défavorable					Célèbre collège outre-manche				
Responsable de la maladie du sommeil							Mentionnais						

Vers la réalisation de 6 centres de stockage de céréales à travers la wilaya

La wilaya de Bordj Bou Arreridj vient de bénéficier de projets de réalisation de six centres de stockage de céréales d'une capacité globale de 300.000 quintaux, apprend-on mardi de la direction des services agricoles (DSA). Ces entrepôts se répartissent sur les communes de Bordj Bou Arreridj, Khelil, Medjana, El Achir, Belimour et El Hamadia, a précisé le responsable de cette direction, Houari Boumediene Rouibi, qui a indiqué que les travaux de réalisation débuteront après l'évaluation des offres et le choix d'assiettes de terrains. A terme, ces centres permettront d'augmenter les capacités de stockage de céréales de la wilaya estimées actuellement à 1,9 millions quintaux, selon la même source qui a porté l'accent sur l'intérêt accordé par les autorités de la wilaya pour la concrétisation de ces projets.



ONU

Les changements environnementaux, technologiques et sociaux affectent la planète

Les changements environnementaux, technologiques et sociaux altèrent la santé humaine et planétaire, a prévenu lundi un nouveau rapport conjoint du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Conseil scientifique international. La publication souligne l'urgence pour le monde de répondre de manière plus adéquate et plus rapide à cette série de nouveaux défis qui exacerbent la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de biodiversité, de la pollution et des déchets. Selon le PNUE, la dégradation du monde naturel par l'activité humaine, le développement rapide de technologies telles que l'intelligence artificielle, la concurrence pour les ressources naturelles, les inégalités croissantes et le déclin de la confiance dans les institutions s'enchaînent dans une "polycrise" aux multiples implications pour l'humanité et la planète. La directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen, a souligné que "la rapidité du changement, l'incertitude et les progrès technologiques auxquels nous assistons, dans un contexte de turbulences géopolitiques, signifient que n'importe quel pays peut dévier de sa trajectoire plus facilement et plus fréquemment", a prévenu Inger Andersen. En surveillant rigoureusement les signes de changement, "vous pouvez éviter de répéter les erreurs du passé et vous concentrer sur des solutions capables de résister aux perturbations futures", a-t-elle expliqué.

ASSURANCES

La valeur à assurer des projets dans le ferroviaire dépasse les 400 milliards DA

La valeur à assurer des projets lancés récemment dans le secteur ferroviaire a dépassé les 400 milliards de dinars, a indiqué le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia. «Des projets importants dans le secteur ferroviaire ont été lancés récemment. La valeur à assurer, au titre de ces projets, a dépassé les 400 milliards de dinars», a déclaré M. Benmicia à la «Revue de l'Assurance» publiée par le Conseil national des assurances (CNA). Le président de l'UAR a expliqué que ces projets impliquent l'intervention de plusieurs parties et se décomposent en plusieurs phases qui impactent la structure de la couverture assurancielle. Ces phases concerne la partie études, le transport des matériaux, équipements et autres engins et installations, ainsi que la partie travaux, proprement dite, avec l'entreposage, la construction génie-civil, ouvrages d'art,

le montage et l'installation d'équipements. «La couverture de ce genre de projets requiert, souvent, une bonne évaluation des risques et des moyens pour effectuer un suivi et des visites sur site, pour améliorer les conditions de souscription», souligne le premier responsable de l'association professionnelle dans le dernier numéro de la revue. Concernant les grands projets du secteur minier, le responsable a fait savoir que la couverture de ces projets «nécessite la mobilisation de capacités financières importantes et présente, quelquefois, un certain niveau de complexité, en cas de recours aux mécanismes de division ou de partage des risques tels que la réassurance, la coassurance ou les pools de co-réassurance». Dans ce contexte, M. Benmicia a indiqué que pour les assureurs nationaux qui couvrent ces projets, le recours à la réassurance, y compris internationale, est «in-

dispensable» pour maîtriser les engagements pris, soulignant qu'«une démarche de coassurance a été mise en place par des assureurs nationaux pour certains projets», dans le but d'optimiser la capacité de rétention nationale, limiter le recours au marché international de la réassurance, et réduisant ainsi la sortie de devises vers l'étranger. Interrogé sur la part de l'assurance construction et des risques techniques en Algérie, le responsable a souligné que le volume annuel des primes avoisine les 10 milliards de dinars, et que la branche représente une part d'environ 7,5% du marché des assurances Dom-mages, dans son ensemble. Le président de l'UAR prévoit une croissance du chiffre d'affaires de la branche assurance Construction, au cours des prochaines années, à la faveur de l'accélération des investissements notamment dans les secteurs du BTPH et du ferroviaire.

UNIVERSITÉ ORAN-2

Signature d'une convention de jumelage avec l'université tunisienne de Sousse

L'Université Oran-2 Ahmed-Benahmed vient de signer une convention de jumelage avec l'Université tunisienne de Sousse portant sur la coopération dans les domaines de l'entrepreneuriat, la recherche scientifique et l'encadrement pédagogique, a-t-on appris, mardi, de cet établissement de l'enseignement supérieur. La responsable de la cellule de communication de l'Université Oran-2, Houria Ayed a indiqué que la conven-

tion a été signée, lundi, du côté algérien par le Recteur de l'Université Oran-2, Pr. Ahmed Chaâlal et du côté tunisien par le Pr. Lotfi Belkacem, soulignant que la convention est entrée en vigueur "dès sa signature par les deux parties" pour un délai de 5 ans. La convention vise, selon la même source, à impliquer les deux établissements universitaires dans les activités pédagogiques et de recherche et à coopérer dans divers do-

maines en encourageant particulièrement l'esprit entrepreneurial en milieu universitaire et à échanger les expériences, surtout que l'Université Oran-2 a connu, ces cinq dernières années, un bon qualitatif dans ce domaine couronné par la soutenance d'une première thèse de doctorat à l'échelle nationale, dans le cadre de l'arrêté ministériel portant sur le mécanisme "un diplôme-une startup". Le document porte également sur des échanges

d'étudiants doctorants entre les deux établissements, sur l'encadrement commun des thèses de doctorat, ainsi que sur la coopération dans les activités communes en dehors des méthodes d'enseignement dans les domaines académiques et scientifiques, à l'instar des sessions diplômantes, les congrès, les conférences, les projets de recherche et les publications scientifiques et académiques, a fait savoir Mme Ayed.

VÉHICULES ÉLECTRIQUES

La Chine relance l'OMC contre les subventions américaines

La Chine a indiqué lundi avoir lancé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) une nouvelle procédure contre les subventions accordées par le plan vert du président Joe Biden au secteur américain des véhicules électriques, l'accusant de concurrence déloyale. La deuxième économie mondiale avait ouvert le différend auprès de l'OMC en mars, mais devant l'échec de négociations avec Washington, elle a demandé à l'organisation la "création d'un groupe d'experts" sur le sujet, a annoncé dans un communiqué le ministère chinois du Commerce. Les Etats-Unis ont annoncé en 2022 un pro-

gramme d'aides massives ("Inflation Reduction Act", IRA) pour soutenir les entreprises du secteur de la transition énergétique et les voitures électriques fabriquées sur le sol américain. Sous l'impulsion de Joe Biden, Washington tentait alors de réagir aux subventions de Pékin à son industrie et de lancer sa propre stratégie verte. Cette loi américaine "établit comme condition préalable à l'obtention de subventions que les produits viennent de régions spécifiques, telles que les Etats-Unis" et "exclut les produits venus de Chine", a exploré le ministère chinois du Commerce. "Peu importe comment on essaie

d'emballer et d'embellir cette loi, cela ne peut changer la nature discriminatoire, protectionniste et contraire aux règles de l'OMC des subventions prévues par ce texte", a-t-il souligné. "Nous exhortons une fois de plus les Etats-Unis à respecter les règles de l'OMC et à cesser d'abuser de politiques industrielles pour saper la coopération internationale en matière de changement climatique", a souligné lundi le ministère chinois du Commerce. Ce différend à l'OMC survient alors que Pékin et Washington s'affrontent déjà sur une série de questions commerciales, notamment les droits de douane, les technologies de

pointe ou encore le réseau social TikTok. Déterminés à freiner la progression chinoise dans le secteur, les Etats-Unis avaient déjà annoncé en mai le quadruplement des droits de douane sur les véhicules électriques chinois importés, la concurrence économique avec la Chine étant au coeur de la campagne présidentielle américaine. De son côté, l'Union européenne (UE) a imposé début juillet à titre conservatoire jusqu'à 38% de droits de douane supplémentaires sur les importations de voitures électriques chinoises, dont les prix sont jugés par Bruxelles artificiellement bas du fait de subventions d'Etat.